idées

## DEMAOISATION EN CHINE : OUI... ET NON

LIRE EN PAGE 9

*Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous !*

Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

# pour le socialisme

HEBDOMADAIRE — SEMAINE DU 23 AU 29 OCTOBRE 1980 — N° 16

4,50 F

## Marseille : encore un crime raciste de la police

LIRE EN PAGE 5

## L'extrême-droite et le pouvoir : quels rapports ?

LIRE EN PAGE 6

## Les écologistes en campagne, interview de Brice Lalonde

LIRE EN PAGES 7 ET 8

## Afghanistan : les Russes s'enlisent

LIRE EN PAGES 11 ET 12

## LE PS FACE A LA CANDIDATURE ROCARD

LIRE EN PAGES 3 ET 4

# l'actualité en bref...

## Barre : «*les salaires sont excessifs*»

*«Il est absolument nécesaire que l'évolution excessive des salaires et des prix soit rapidement corrigée»*, a dit Raymond Barre en colère, devant les élèves de l'Ecole Centrale à Lyon. *«Les chefs d'entreprises doivent comprendre que lorsqu'ils consentent de fortes hausses de salaire et donc qu'ils majorent régulièrement leurs prix, ils affaiblissent leur entreprise, mettent en péril l'emploi.»* Et pour les salariés qui n'auraient pas compris que cette menance s'adressait à eux, il précise carrément que *«le maintien du pouvoir d'achat est déjà un objectif très ambitieux»*. Pour être plus clair encore, il décrit son modèle de société idéale : *«Notre objectif aujourd'hui, c'est d'essayer de nous rapprocher de ce que fait le Japon»*. C'est ce qu'il appelle le *«dialogue social»*...

## Deux poids, deux mesures

Marc Fredriksen, leader de l'ex-FANE dissoute début septembre, a été condamné à 18 mois de prison, dont 12 avec sursis. Bien entendu, il a fait appel, et l'exécution de cette sentance est donc suspendue. Le procureur n'avait réclamé que 13 mois avec sursis, ce qui était bien peu quand on considère ce qui lui était reproché : «Diffamations raciales», «Provocations à la discrimation, à la haine ou la violence raciales», «apologie de crimes et délits et complicité». Dans la revue fasciste *Notre Europe* revendiquait entre autres l'attentat contre la librairie «Le Phénix». Il y a eu des blessés, l'intention était bien de tuer. Une peine, somme toute bien légère. Il se trouve pourtant dans la presse, des gens comme Philippe Tesson, du *Quotidien de Paris*, qui crient au scandale à la une de leurs journaux : *«Fredriksen paie pour Copernic»*, peut-on lire, toujours dans ce journal, et encore : *«Ces dix-huit mois de prison ne sanctionnent que des écrits, des exhortations, des appels à la violence, toutes choses extrêmement haïssable, mais qui ne sont pas crimes de sang»*. Comment donc prétendre cela ? Comment blanchir ainsi ceux qui, à des degrés divers, font tout pour développer un climat de racisme ? A les croire, la condamnation de Fredriksen est injuste. Mais qu'ont-ils dit quand la Cour de Sûreté de l'Etat a condamné les militants corses à des années de prison, *«pour l'exemple»*, comme il a été précisé au cours des audiences ? Que ce soit du côté de la justice ou d'une certaine presse, il y a bien deux poids, deux mesures !

## Ponia intouchable ?

Poniatowski serait-il intouchable ? C'est en tout cas ce qu'a indiqué Raymond Barre, en réponse à une question écrite du député PS Georges Fillioud. Il demandait une explication devant la décision du juge d'instruction du tribunal de Paris, qui concluait à l'irrecevabilité d'une plainte en diffamation qu'il avait déposée contre Michel Poniatowski. Il ressort de la réponse du premier ministre, que Poniatowski bénéficie de l'immunité parlementaire, pendant toute la durée de son mandat à l'Assemblée Européenne de Strasbourg. Et donc qu'il ne risque aucune poursuite pendant cinq ans ! Cet énorme parapluie met donc l'ancien ministre de l'Intérieur à l'abri pour les quatre ans qui lui restent à siéger à Strasbourg.

On peut quand même se demander comment il se fait que les parlemenaires européens bénéficient de privilèges aussi exorbitants. Les parlementaires de l'Assemblée Nationale, quant à eux, ne sont couvert que pendant la durée des sessions, qui durent seulement trois mois chacune. D'autre part, un parlementaire européen ne pourrait désormais voir son immunité levée que par le Parlement de Strasbourg, alors même que les faits qui lui seraient reprochés auraient été commis sur le territoire national ! Voilà qui arrangerait bien Poniatowski, pour le cas où la commission d'enquête parlementaire mise en place pour l'affaire de Broglie viendrait à traduire l'ancien député du Val-d'Oise devant la Haute Cour de justice : il faudrait alors que les députés européens prennent la décision de lever son immunité parlementaire !

Pour l'heure, il ne semble pas acquis que les explications données par Raymond Barre soient tout à fait justifiées. Les divers textes et faits de jurisprudence invoqués par lui ne semblent pas suffisants, si l'on en croit bon nombre de juristes qui contestent en particulier le caractère extrêmement extensif donné au terme de session. En effet, il est évident, selon eux, que le Parlement de Strasbourg ne siège pas sans discontinuer pendant cinq années consécutives, et qu'il y a bien plusieurs sessions, entre lesquelles les parlementaires de Strasbourg ne devraient pas être plus couverts que leurs collègues de l'Assemblée ou du Sénat. En tout état de cause, l'affaire n'est pas close avec cette réponse bienveillante de Raymond Barre, son interprétation des textes n'ayant pas été inscrite au *Journal Officiel*, et Georges Fillioud ayant encore quelques ressources juridiques pour faire aboutir sa plainte...

## Stoléru: les travailleurs immigrés, dehors !

*«Il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France»*. Cette affirmation peu glorieuse, c'est Stoléru, secrétaire d'Etat précisément chargé des travailleurs immigrés, qui l'a tenue à Metz, où il était venu lancer le nouveau pacte pour l'emploi des jeunes. Reprenant les vieilles thèses éculées des racistes de tout poil, il a ajouté : *«Quand on a un million quatre cent mille chômeurs sur le territoire, on doit se montrer intransigeant»*. On est bien loin des phrases creuses qu'on entend chaque année, au moment de la *«semaine du dialogue»* ! Non content de cette déclaration, il s'en est pris dans des termes particulièrement méprisants, aux travailleurs marocains en grève dans les mines de Lorraine, qui réclament le statut du mineur. Engagés sous contrat, ces mineurs ne bénéficient ni des avantages en nature, ni de la Sécurité sociale minière, ni de la retraite ! Ce que Stoléru a trouvé à leur dire ? *«Les marocains des Houillères du bassin de Lorraine ne verront pas leur contrat renouvelé ; s'ils désirent rentrer chez eux, nous ne les retiendrons pas»*.

De tels propos ne sont destinés qu'à entretenir le racisme. Dans la bouche d'un secrétaire chargé des travailleurs immigrés, ils n'en sont que plus scandaleux.

## PCF : tous ne crient pas «Georges Marchais président»

Plusieurs anciens cadres du PCF ont exprimé leur désaccord avec la façon dont Georges Marchais a été désigné candidat du PCF pour les présidentielles, ou avec le refus de Marchais du *«désistement automatique pour le candidat de gauche le mieux placé»*.

Yvonne Quilès, ancienne rédactrice en chef de *France Nouvelle*, a déclaré à l'AFP : *«La seule activité politique des cellules depuis la rentrée, c'est de lire, de comprendre, d'assimiler, d'étudier, de vendre le* «livre de Georges». *(...) Il y a une caricature du fonctionnement du PC. On assiste à un retour, que l'on croyait impossible, du culte de la personnalité»*.

Antoine Spire, ancien directeur commercial des Editions Sociales, a regretté sur *France Inter* que les militants n'aient *«pas pu débattre normalement et démocratiquement des orientations de la campagne du candidat Georges Marchais»*, et que l'idée d'union avec le PS *«ait été totalement abandonnée»* par la direction du PC.

Cinq conseillers PCF de Paris, Françoise Durant, Michel Férignac, Henri Fiszbin, Jean Gager et Jean-Jacques Rosat, ont fait une déclaration publique : «*(...) Nous avons, comme tous les militants communistes, été placés devant un fait accompli : la définition du contenu politique de la campagne pour l'élection présidentielle n'a fait l'objet d'aucune élaboration démocratique à la base, et les militants n'ont pu exprimer leur opinion. (...) La démocratie, vient de dire le secrétaire général du parti, veut que, une fois les décisions prises, tout le monde travaille d'un même cœur, d'un même élan à leur application. Oui, mais à condition que la décision elle-même ait été prise démocratiquement. Or tout cela n'a pas été le cas, et comme tous les communistes, nous avons été privés des droits démocratiques que l'adhésion confère à chacun. Dans ces conditions, (...) nous sommes déliés de l'obligation de nous engager personnellement dans la bataille des présidentielles»*,

Et Maurice Goldring, membre du Conseil de Rédaction de l'hebdomadaire *Révolution*, dans une lettre au journal *Le Monde* : «*(...) Les mille trois cents délégués n'ont pas été jugés dignes d'entendre cette phrase stupéfiante, réservée à la télévision :* «Le désistement automatique est une formule périmée». *(...) Formidable cadeau au pouvoir en place. (...) Il n'est pas possible de s'en tenir à un reconcement aussi désastreux. (...)*»

## Honecker et la Pologne : souveraineté limitée

Le chef de l'Etat est-allemand, Erich Honecker, vient de lancer une mise en garde aux ouvriers polonais, qualifiés pour la circonstance de *«contre-révolutionnaires»*, soutenus par les *«impérialistes occidentaux»*. Pour lui, la Pologne doit rester dans le camp des pays socialistes, la RDA *«y veillera avec ses amis»*. Il sait de quoi il parle, lui dont les troupes ont joué un rôle peu reluisant dans la «normalisation» de la situation en Tchécoslovaquie, en août 1968. Ce qu'il semble craindre en tout cas pour l'immédiat, c'est l'exemple que constitue la lutte des ouvriers polonais pour l'ensemble des travailleurs des oays de l'Est, comme en témoignent ses menaces à usage interne : *«Il ne sera permis à personne en RDA de toucher au pouvoir populaire ou de jouer avec lui»*... En Pologne, les ouvriers n'ont pas demandé à Giereck d'autorisation pour se mettre en grève !

# La candidature Rocard : course d'obstacles dans le PS

**Depuis dimanche soir, Michel Rocard est donc officiellement candidat à la candidature. Ce n'est à vrai dire pas une surprise, dans la mesure où le député des Yvelines n'a pas caché sa volonté, depuis de longs mois, d'être *«le candidat des socialistes»* à la présidence de la République. Sa déclaration de dimanche a pourtant surpris : ayant admis, contre son gré, la très compliquée procédure mise en place par la direction du PS, Rocard aurait pu attendre que quelques fédérations socialistes, dont celle des Yvelines, par exemple, réclament sa candidature. Au contraire, il a choisi la solennité.**

Parlant de sa mairie de Conflans-Sainte-Honorine, Rocard s'est placé dans la tradition de la Ve république en s'adressant au moins autant aux Français dans leur ensemble qu'aux seuls militants socialistes. Et il l'a fait sur un ton très «présidentiel» : *«J'ai décidé de proposer aux socialistes d'être leur candidat»*, *«ce que moi, socialiste, je propose aux français...»*, *«j'appelle chacune et chacun d'entre vous* (...) *à ne pas craindre l'avenir»*, etc...

Outre cette volonté de rester en conformité avec les traditions de la Ve, Rocard a choisi le terrain qui lui est favorable. Sachant ses possibilités de victoire (les sondages le placent actuellement en quasi égalité avec Giscard, dans l'hypothèse d'un duel au second tour entre les deux hommes), Rocard entend faire jouer dès aujourd'hui ce fameux «effet» qui a prise sur des secteurs de l'opinion ne recoupant pas la traditionnelle zone d'influence socialiste. Rocard n'entend pas être un candidat *«étroit»*, prisonnier de l'interminable procédure interne de désignation et confiné dans la défense exclusive du *Projet socialiste* établi par la majorité du parti. Sans être contradictoire avec celui-ci, le contenu du discours de Conflans s'en éloignait d'ailleurs sensiblement. Souhaitant être *«le candidat des socialistes»*, Rocard n'entend pas être le *«candidat du Parti Socialiste»*. Son ambition se heurte cependant à une difficulté de taille : sauf à perdre une bonne part de son crédit, le maire de Conflans ne peut absolument pas envisager une candidature qui n'ait l'approbation définitive de la conférence nationale du PS qui se tiendra en janvier.

## Rocard minoritaire dans le PS

Et les rocardiens ne sont pas majoritaires dans le PS. Certes, les choses ont évolué depuis le Congrès de Metz, où la coalition Mitterrand-CERES avait nettement battu le courant Rocard-Mauroy. Dans les derniers mois, ces derniers sont parvenus à rallier un certain nombre de leurs adversaires d'hier, notamment parmi les élus. Dans l'état actuel des choses, il ne semble pas cependant que les rapports de force aient changé dans leur globalité. Plus que dans beaucoup d'autres secteurs de l'opinion, le réflexe anti-Rocard joue dans le PS, sous des formes différentes il est vrai. Pour le CERES, par exemple, Rocard et son courant symbolisent l'archétype de ce qu'il faut éviter, tant du point de vue idéologique que du point de vue politique. Quelle que soit l'évolution de la situation, il est impensable que le CERES se mobilise complètement dans le soutien sans faille à une candidature Rocard.

La position de Mitterrand et de son état-major est sans doute plus nuancée. Il n'en reste pas moins que le courant Mitterrand a affirmé depuis longtemps son opposition à une candidature Rocard au nom de la fidélité à la ligne du PS et du maintien de l'unité du parti, et ce malgré l'incontestable meilleure image de marque du député des Yvelines dans l'opinion publique.

*«Nul ne peut porter nos couleurs dans des circonstances aussi graves qui n'ait pour première vertu d'unir les socialistes, et de défendre leur projet»* disait Mitterrand dimanche à Mulhouse. Et l'argument est sans cesse répété dans les fédérations : *«Que vaut-il mieux : un candidat pas assuré de la victoire et n'appliquant pas la politique du parti, ou un PS uni, condition nécessaire à de futures victoires ?»*

L'avertissement est clair : le candidat doit être le candidat du PS, défendant sa ligne, et garantissant son unité interne. Aux yeux des «mitterrandistes», il n'est qu'un homme qui répond à cette définition, c'est Mitterrand lui-même.

Or la volonté d'une candidature strictement alignée sur les positions officielles du PS n'est pas un principe pour les dirigeants socialistes. En 1974, le candidat Mitterrand avait tenu à mener sa propre campagne, sans trop s'embarrasser d'un programme commun pourtant dans ses belles heures à l'époque.

## Pour la majorité du PS : ne pas perdre la direction

De fait, le danger majeur pour les «mitterrandistes» est qu'une candidature Rocard contribuerait immanquablement à modifier les équilibres internes du PS et ce au détriment de l'actuelle majorité. Rocard s'en défend, certes. C'est tout le sens de son appel aux socialistes à *«se rassembler derrière le premier secrétaire»*, qui montrera le chemin au-delà même de 1981. Mais au-delà des mots, toute l'expérience des présidentielles démontre qu'une candidature dynamique, victorieuse ou près de l'être, assure à celui qui la même une position de force. C'est parce qu'il a été le candidat de la gauche en 1965 et 1974 que Mitterrand a acquis le leader-ship de la gauche, et c'est par crainte de le voir effectuer une OPA sur la vieille SFIO que Mollet s'était opposé à sa candidature en 1969 (candidature que souhaitait le PCF, mais c'est une autre histoire....).

Ce qui se joue donc aujourd'hui, ce n'est pas simplement le nom du candidat que soutiendra le PS dans la course aux présidentielles, ni même le style de la campagne. Ce qui se joue, c'est la future direction du Parti Socialiste au lendemain des élections. Dans ce jeu serré, la carte maîtresse est détenue par Mitterrand et ses amis politiques. Tout porte à croire qu'ils préfèrent ne pas tenter la seule petite chance de victoire électorale plutôt que de risquer de perdre la direction du PS.

# Les rapports de force au sein du PS

Les rapports de force au sein du Parti Socialiste ont sensiblement évolué depuis trois ans. Lors de l'avant-dernier congrès, tenu à Nantes en Juin 1977, deux positions étaient en présence : celle de la direction, d'une part, regroupant Mitterrand, Mauroy et Rocard, et celle du CERES d'autre part. Le vote final avait consacré une très large victoire des *«majoritaires»*, ceux-ci raflant 75,89 % des mandats, contre 23,99 % au CERES. Pourtant, c'est à Nantes qu'apparurent ouvertement les premières dissensions entre mitterrandistes et rocardiens, avec un retentissant discours de Michel Rocard dénoncant *«le caractère illusoire et démogagique»* de certains points de la renégociation du programme commun.

C'est dans la préparation du Congrès de Metz, au début de l'année 1979, que se formèrent les courants aujourd'hui en présence. Officiellement, cinq courants principaux étaient en lice : «symbolisés» respectivement par Mitterrand, Mauroy, Rocard, Chevènement, et Pierret (regroupant des anciens du CERES notamment).

Les votes des fédérations pour désigner leurs délégués donneront une première idée du rapport de force : Mitterrand ralliait 40,1 % des mandats, Rocard 20,4 %, le CERES 14,4 %, Mauroy 13,6 % et Pierret 3,2 %. Après une série de tergiversations autour de l'idée d'une «synthèse» entre les courants Mitterrand, Mauroy et Rocard, qui n'aboutit pas, les résultats définitifs, furent les suivants : Mitterrand 46,97 % des mandats, Rocard 21,25 %, Mauroy 16,80 % et le CERES 14,98 %.

Les 131 membres du Comité Directeur du PS étant désignés à la proportionnelle des courants, 62 mitterrandistes accédèrent à ce Comité Directeur, contre 28 rocardiens, 22 partisans de Mauroy, et 19 du CERES.

Peu de temps avant les élections européennes de juin 1979, le CERES décida de se rallier à la majorité, accédant ainsi au Bureau Exécutif. Véritable organe dirigeant du PS, celui-ci doit être politiquement homogène. Ainsi donc, et c'est loin d'être négligeable dans la course aux présidentielles, la structure de direction organisationnelle et politique du PS échappe totalement à Rocard et Mauroy.

Depuis avril 1979, les rapports de force ont évolué au sein du PS, mais aucun vote n'est intervenu pour sanctionner cette évolution. La position organisationnelle des rocardiens reste donc faible. En 1979, seules quatre fédérations ont donné la majorité au courant Rocard : il s'agit des fédérations de Haute-Corse, du Finistère, du Maine-et-Loire, et du Loiret. Ce sont pour l'essentiel des fédérations moyennes, ne disposant pas d'un trop grand poids dans le PS. L'alliance Rocard-Mauroy a cependant permis aux adversaires de Mitterrand de consolider leurs positions : ensemble, ils contrôlent les fédérations des Alpes-Maritimes, de l'Ardèche, de la Dordogne, de la Manche, du Mobihan, du Nord, du Pas-de-Calais, des Yvelines, du Tarn-et-Garonne, et du Var. Au total donc, 14 fédérations sur les 95 que compte le PS. C'est peu, d'autant plus que sur les 20 plus importantes fédérations socialistes, celles qui «pèsent», Rocard n'en contrôle, en alliance avec Mauroy, que quatre.

# Les réactions après le discours de Conflans

Comme cela était précisible, le discours de Conflans a aussitôt suscité des commentaires peu amènes de la part des partisans de Mitterrand. Réagissant à chaud, Paul Quilès, un des bras droits du premier secrétaire, est resté prudent, tout en reprenant l'idée de la nécessité d'une candidature étroitement liée au PS : *«Ce sera aux militants de se prononcer, et de dire notamment si la candidature va ou non dans le sens du processus de reconstruction du socialisme français, entrepris avec succès depuis 1971 autour de François Mitterrand»*. La réponse implicite est bien sur négative, en s'accompagnant même d'une pètite allusion à cette «reconstruction» du PS à laquelle Rocard n'a pas participé...

Si Deferre s'est contenté de *«regretter la précipitation»* du député des Yvelines, plusieurs fédérations socialistes ont entrepris un tir de barrage. Comme plusieurs autres (Haute-Garonne, Gironde), la fédération de Belfort a demandé, lundi, que Mitterrand soit candidat *«dés à présent»*, pour *«défendre les orientations du projet socialiste»*. On ne s'étonnera pas que la position de cette fédération soit semblable à celle de Chevénement, puisque celui-ci la contrôle. Pour le responsable du CERES, il y a deux lignes au sein du PS, avec des positions *«fondamentalement différentes»* : les uns veulent l'union de la gauche, et les autres pas ; les uns veulent changer les structures économiques, et les autres œuvrer simplement à la régulation de l'économie ; les uns veulent une France indépendante, les autres veulent un renforcement de la «solidarité» atlantique, etc... Les caractérisations sont un peu hâtives, comme semble hâtif l'amalgame réalisé par Chevènement entre ses positions et celles de Mitterrand. Poursuivant la contre-offensive des *«mitterrandistes»*, Gérard Delfau, responsable de la fédération de l'Hérault, a choisi un autre angle d'attaque, en dénonçant les *«manipulations politiques»* visant à *«destabiliser le PS et à atteindre son premier secrétaire»*. Il est vrai que Delfau anime une fédération où les rapports de force sont particulièrement incertains. Une autre réaction vaut d'être signalée, c'est celle du député-maire de Pau, André Labarrère. Partisan déclaré de Mauroy, il a cependant déclaré avoir été *«choqué»* par l'attitude de Rocard. Représentatif sans doute de nombreux responsables du PS, il souhaite *«une candidature de Mitterrand»*. Mais il ajoute aussitôt : *«si ce dernier n'est pas candidat, je ferai campagne pour Michel Rocard»*.

# Rocard : quelle image ?

**L'effet Rocard... En publiant au printemps dernier un livre sous ce titre, Hervé Hamon et Patrick Rotman ont donné un nom, aujourd'hui largement usité, à un phénomène bien particulier de la politique française. Echappant aux étiquettes et aux classifications sommaires, Michel Rocard représente bien en effet un phénomène : comment, par exemple, expliquer l'estime dont jouit dans de larges secteurs de l'opinion le député des Yvelines ? Comment expliquer qu'il est (avec Mauroy, parce que ce dernier s'est rallié à lui), le seul leader de la gauche dont la cote de popularité ait cru dans les sondages depuis mars 1978 ? Comment expliquer le préjugé favorable dont il dispose tant dans certains milieux patronaux que chez des syndicalistes ancrés dans les réalités sociales ? Comment expliquer enfin qu'aujourd'hui — les sondages en attestent — il soit considéré comme le seul qui puisse battre Giscard aux présidentielles ?**

Avant de répondre à ces questions, sans doute est-il nécessaire de mieux cerner l'image de Rocard, telle qu'elle est perçue, avant d'en voir le pourquoi et le comment.

Des sondages d'opinion (suffisamment nombreux pour être considérés comme fiables) se dégagent quelques lignes forces de l'image rocardienne. Rocard apparaît ainsi puisant sa popularité essentiellement dans les couches jeunes de la population : un récent sondage de la SOFRES réalisé chez les 18-28 ans concluait à une large victoire de Rocard sur Giscard en cas d'affrontement entre les deux hommes au second tour des présidentielles (58 % contre 42 %). Parmi les «sympathisants socialistes» à qui était demandée leur préférence de Rocard ou de Mitterrand, 46 % des 18-34 ans et 57 % des 35 -49 ans choisissaient le député des Yvelines, contre respectivement 32 et 29 % à Mitterrand. A l'inverse, une nette majorité des «plus de 50 ans» marquait sa préférence pour l'actuel premier secrétaire du PS.

L'image de Rocard est aussi celle de quelqu'un dont l'audience est la plus importante dans des catégories nouvelles de la population, regroupées dans les classements CESP sous l'appelation imprécise de «cadres supérieurs», «cadres moyens» et «employés». A l'inverse, c'est chez les «agriculteurs, commerçants, inactifs ou retraités» que Rocard fait ses plus mauvais scores, dans les sondages. Ayant prise chez les jeunes, dans des catégories nouvelles, Rocard apparaît aussi comme ayant une image de gauche. Interrogés pour savoir *«qui de Mitterrand ou de Rocard est le plus à gauche»*, 39 % des sondés répondent Rocard, et 18 % seulement Mitterrand. Cette image d'homme de gauche traverse tout l'éventail politique, jusqu'aux sympathisants et membres du PCF, dont 38 % estiment qu'il est *«plus à gauche que Mitterrand»*, alors que 26 % pensent l'inverse.

Marqué à gauche, Rocard n'en séduit pas moins des catégories d'électeurs qui jusque là votent à droite. Le fait que la *«cote de popularité»* soit bonne chez de nombreux sympathisants UDF ou RPR, ou encore qu'une majorité d'entre eux le considère comme le *«meilleur candidat socialiste pour 81»* consitute d'ailleurs le cheval de bataille des adversaires de Rocard, surtout dans le PS, où l'argument *«s'il plait à la droite, c'est qu'il n'est pas de gauche»* revient fréquemment. L'argument vaut peut-être, mais il faudrait aussi pour bien apprécier l'effet Rocard, s'interroger sur les raisons qui motivent le vote à droite d'un certain nombre d'électeurs. Qu'en est-il, par exemple, de ces 2 à 3 % d'électeurs qui déclarent qu'ils voteront Giscard si Mitterrand se présente, mais que leurs voix vont à Rocard si c'est celui-ci qui est candidat ?

Définie au travers de ses sympathisants, l'image de Rocard l'est aussi par comparaison avec Mitterrand : les personnes sondées le disent, dans l'ordre *«plus convaincant»*, *«plus sincère»*, avec *«plus de caractère»*, plus à même de *«diriger l'économie»*, ou *«d'être plus ferme vis-à-vis des Soviétiques»*. A l'inverse, il s'apparente moins *«à la social-démocratie traditionnelle»*, et dispose de *«moins d'influence tant vis-à-vis des USA que du Tiers-Monde»*.

*«Sincère»*, *«compétent»*, en prise avec les réalités nouvelles, Rocard apparaît comme un homme de gauche, mais *«différent»*.

L'image ne s'est pas faite toute seule. Pour une part, mais pour une part seulement, elle est le fruit d'une savante élaboration entamée par Rocard et son équipe depuis des années déjà. Les prestations télévisées maintes fois répétées au magnétoscope, le souci du moindre détail vestimentaire, l'attention portée aux relations avec la presse, rien n'est laissé au hasard. L'effet Rocard est un effet travaillé. Ainsi Claude Marti, un des proches, a-t-il inventé le personnage de *«Madame Michu»*. *«Madame Michu»*, c'est la Française moyenne à laquelle Rocard doit toujours penser lors de ses interventions : un débit trop rapide, un jargon trop complexe, une allure trop décontractée, ou trop guindée ? Madame Michu ne *«suivrait pas»*. Ainsi, Rocard donne-t-il souvent l'impression d'être didactique, de retenir une pensée dont on imagine qu'elle est foisonnante. C'est en quelque sorte — c'est le but recherché — le fils de madame Michu, un fils brillant, plein de savoir, mais qui doit trouver le langage simple et direct pour faire partager ses idées à sa mère.

La presse fait aussi partie des composantes de l'effet Rocard : la presse proche des idées rocardiennes (*Le Nouvel Observateurs*, *Le Matin*),mais pas seulement. Par l'intermédiaire de Jean Cayrol, spécialiste des sondages, ou de Jacques Julliard, Rocard a en effet tissé des liens serrés avec de nombreux journalistes, en partant d'une idée très simple : alors que tous les autres leaders politiques considèrent la presse comme étant à leurs ordres, pour véhiculer leurs idées, Rocard joue la carte de la collaboration avec les journalistes ; les informations ne sont pas refusées, bien au contraire, et chaque interview ou article est différent des précédents. Cette attitude vis-à-vis des journalistes, liés à la composante sociale qu'ils représentent, aboutit au fait que Rocard est indiscutablement, des hommes politiques non au pouvoir, celui qui dispose du plus de relais dans les médias.

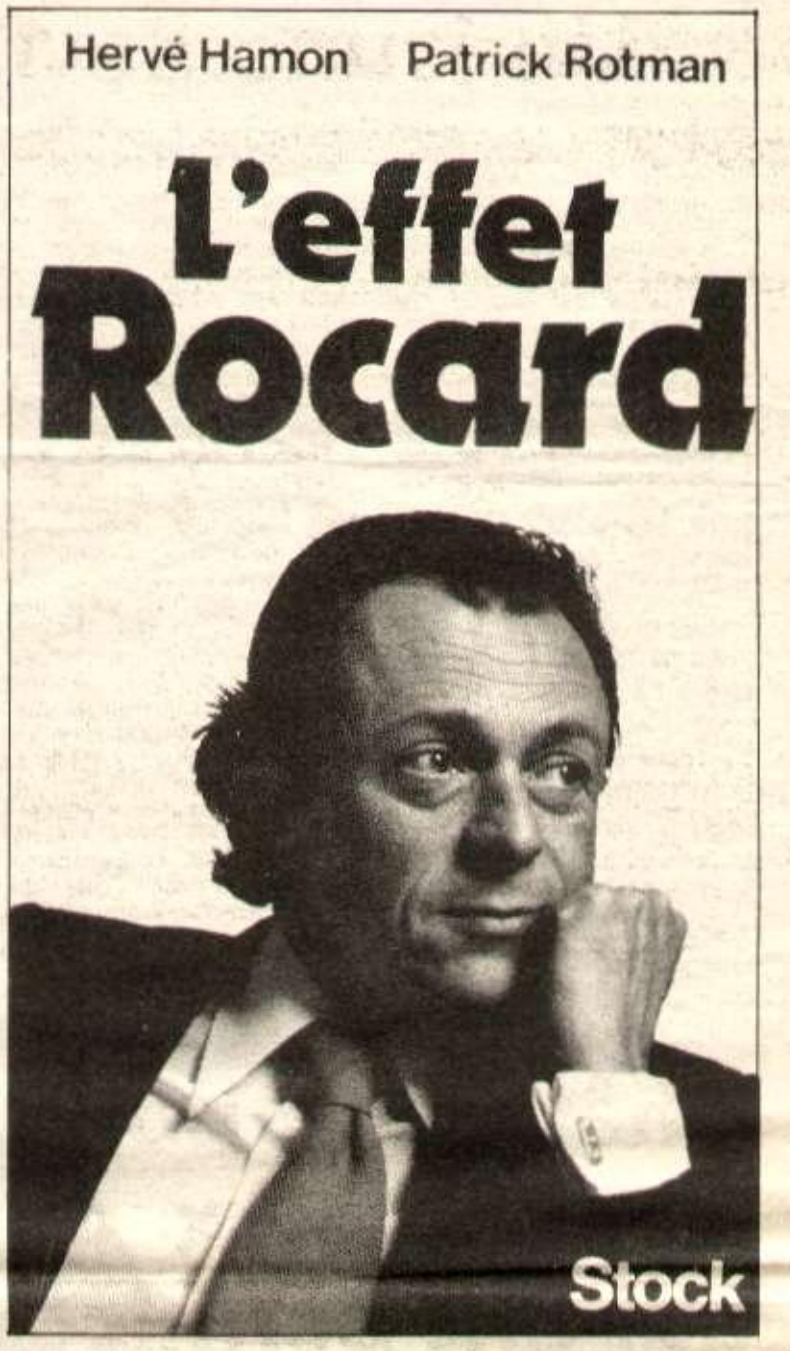
L'effet Rocard, ce n'est cependant pas, et de très loin, un simple phénomène de marketing ou de publicité. Derrière le maire de Conflans-Ste-Honorine, confluent des courants de pensée qui, jusqu'à présent n'avaient jamais pu émerger face aux deux grands blocs de la gauche que sont le PS (auparavant la SFIO) et le PCF. Quels sont ces courants : il y a d'abord la gauche chrétienne, apparue aux lendemains de la guerre du triple refus de la hiérarchie catholique (avec son soutien à la droite), de la SFIO (partie prenant des combines gouvernementales) et du PCF (défini comme stalinien). D'abord cantonnée dans une expression purement intellectuelle (notamment avec la revue *Esprit*), cette gauche chrétienne a peu à peu trouvé le chemin de l'expression politique autonome, notamment avec la guerre d'Algérie, et ce, contre les deux grands partis qui prétendaient résumer la gauche française. De la Fournière, Lesire-Ogrel, Julliard, et pas mal d'autres *«rocardiens»* viennent de ce courant. Est venu s'y ajouter, moins par des hommes que par des idées, le *«mendésisme»*, né de la courte expérience de Mendes-France au pouvoir en 54-55, et caractérisé par une certaine rigueur dans les propos et une volonté, avortée, de clarté dans les débats politique de la IV^e^ République.

Un troisième courant apparaît dans le club Jean Moulin, dont fit partie Rocard. Il s'agissait du regroupement de gestionnaires, antigaullistes,mais refusant les solutions de la SFIO et du PCF. Le sociologue Michel Crozier, ou Chevrillon, actuel directeur du *Point*, participaient de cette expérience menée en marge des partis traditionnels, mais qui a formé un grand nombre de ceux qui aujourd'hui occupent des postes de responsabilités. De cette réfléxion commune datent certainement des liens qui unissent aujourd'hui Rocard à un certain nombre de grands dirigeants d'entreprises.

D'autres courant convergent encore dans le *«rocardisme»*. Ainsi le PSU des années pré-68, où se sont retrouvés ceux des socialistes qui refusaient tout à la fois les solutions de *«troisième force»* maintes fois tentées par la SFIO, et la solution révolutionnaire. Gilles Martinet, François Furet, Le Roy Ladurie étaient de ceux-là. Le PSU post-soixante huitad, dont Rocard était pourtant le secrétaire général, semble avoir moins marqué le rocardisme : il est vrai, le livre de Hamon et Rotman nous l'apprend, que Rocard a très vite envisagé d'un œil favorable la rénovation du Parti Socialiste, entreprise dès 1969, avant d'aboutir à Epinay en 1971.

*«L'effet Rocard»*, tient largement à cette évolution. Aujourd'hui, fait irruption l'expression politique d'une réfléxion engagée depuis des années, mais qui systématiquement se heurtait au jeu figé des partis de gauche.

Sans doute, le rocardisme sans le PS ne serait-il pas susceptible de s'imposer. Mais l'effet Rocard consiste justement dans le fait qu'il dépasse la logique d'appareil, allant même jusqu'à trouver au sein même du PS certains de ses plus virulents adversaires (cf Chevènement), alors qu'il iradie divers secteurs de la société, qu'il s'agisse par exemple, du mouvement syndical ou de certains mouvements associatifs.




# Chevènement au *Grand débat* : cinq hommes pour un duel

*«Faux-nez ! Grenouilleurs ! illustration parfaite de ce qui dégoûte les jeunes de la politique !»* Zarka, qui représente le PCF à l'émission *«Le grand débat»* avait fait, pour le socialiste Chevènement, toute une provision d'amabilités. Pauvre Chevènement ! Lui qui a tout fait au sein du PS, avec le courant CERES, pour aboutir à la signature du programme commun, et qui s'en disait encore fier l'autre soir ; lui qui a toujours défendu les positions les plus conciliantes à l'égard du PCF parmi les socialistes, y compris pendant la crise de 1977-1978, et au lendemain de l'échec des législatives ; lui qui a rédigé le Projet Socialiste, en discussion lors de l'émission, en sorte qu'il ressemble comme un frère au programme commun !

Ne le plaignons pas trop, quand même : il s'y attendait, puisque la tactique du PCF implique aujourd'hui qu'il ne fasse pas de nuances entre les courants du PS. Et il n'a pas eu trop de mal à faire face : la position d'un fonctionnaire de la CEE, membre du PS, sur le plan Davignon ? Les députés socialistes ont voté contre. Le refus de participer à la manifestation contre les fusées américaines ? Le PS est contre, mais aussi contre les SS 20 soviétiques, etc.

Au passage, la riposte se fait accusation : le PCF veut s'approprier les luttes... Son fonctionnement n'est pas démocratique... Il veut condamner les Français à sept ans de Giscard de plus...

Dur quand même," pour le dirigeant du CERES, d'être le premier socialiste à devoir ainsi aller au charbon dans cette émission.

La confrontation avec les deux députés de droite aura paru bien fade au regard de cette polémique. Ce qui ressort en définitive, c'est que PCF et PS sont tous les deux pour l'union, mais qu'ils ont une curieuse manière de la pratiquer.

Au fait, à 20h30, Chevènement a annoncé qu'il était candidat à la candidature au PS : il s'agit de contrer Rocard et, si Mitterrand se présente, de se retirer puisqu'il contrera encore mieux Rocard. Vu ?

**Martin RABATEL**

# Un jeune de 17 ans abattu à Marseille

Il fallait l'entendre, Bonnet, affirmer sa détermination à *«renforcer les moyens dont disposent les fonctionnaires de police sur le plan de l'armement, des liaisons et de la protection»*. Il fallait l'entendre évoquer la *«mission»* des policiers *«dans un monde de plus en plus dangereux qui exige une vigilance de tous les instants»*. Cela se passait vendredi, lors des obsèques de Jean-Claude Gatuingt, ce gardien de la paix tué par un gangster à Saint-Ouen.

Paul Taillefer, 24 ans, de la CRS 53 de Marseille, a dû se gonfler de fierté à l'écoute d'un tel éloge de sa «mission».

Car il est un bon CRS, lui. Il ne fait pas partie de ces *«éléments indisciplinés»* dont six ont été révoqués en juillet parce qu'ils avaient refusé les cantonnements insalubres qu'on leur attribuait. Il n'est pas non plus un de ces 18 flics dont les noms ont été retrouvés sur les fichiers de l'extrême-droite. Remarquez, s'il avait été un de ceux-là, cela n'aurait pas été bien grave. Il aurait pu dire, par exemple, qu'il était *«en congé de maladie»*, et on ne l'aurait pas convoqué au siège de l'IGS. Il aurait pu dire qu'il n'est que membre des Faisceaux Nationalistes Européens de Fredricksen, et donc que les affaires de l'ex-FANE, du même Fredricksen ne le concernent pas : la police des polices l'aurait cru, elle l'a bien fait pour un de ses collègues. Et puis, du moment qu'on ne commet pas de fautes professionnelles, on a bien le droit d'être fasciste, quand on est policier ! Ce n'est pas comme ce Martini, de la CGT Police, blamé publiquement en juin parce qu'il avait osé parler du *«caractère fascisant»* de l'intervention policière contre la radio CGT de Nancy.

Il est dans la norme, Paul Taillefer. Comme ses 110 000 collègues, Bonnet l'a même gratifié *«d'ardents sentiments démocratiques»*, l'autre jour, à la tribune du Sénat.

Mais dans la nuit de samedi à dimanche, Paul Taillefer le CRS a tué. Il a tué un jeune de 17 ans, comme ça, à bout portant. Deux balles de pistolet-mitrailleur dans la tête. Ça s'appelle un assassinat. Pour le préfet de police de Marseille, c'est un *«accident inadmissible»* : Taillefer a commis une faute professionnelle en ne bloquant pas le système de sécurité de son PM... Et puis, le gosse de 17 ans était-il vraiment innocent ? Bien sûr, ses papiers étaient en règle, comme ceux des trois copains avec lui dans la voiture. Bien sûr, la fouille n'avait rien donné, ni sur eux, ni dans le véhicule. Bien sûr, ils n'avaient pas même maugréé devant ces fouilles, habitués qu'ils étaient à en subir de la part des 120 flotiers, 200 agents des «unités légères de sécurité» et 200 CRS qui quadrillent chaque jour les quartiers populaires de Marseille. Bien sûr.

Mais Lahouari était Arabe. Dans la France tolérante que Giscard ose faire apprendre aux écoliers, l'Arabe est louche aux yeux de la police.

Paul Taillefer est maintenant en prison. Le pouvoir ne pouvait faire autrement, dans une période où les problèmes de racisme sensibilisent largement la population. Qu'il ne s'inquiète cependant pas trop, le meutrier raciste Paul Taillefer. Peut-être recevra-t-il la visite de son ancien collègue, le brigadier Marchaudon : auteur de 3 assassinats, celui-ci va passer prochainement aux Assises, pour répondre du meurtre de sa troisième victime, un jeune immigré évidemment. En attendant, complètement libre de ses mouvements, il démarche en tant que permanent de «Légitime Défense» ! Ils pourront alors évoquer la «légitime défense» de ce policier qui *«se sentant menacé»*, abattit froidement Said Naili, 22 ans. Ça se passait le 13 janvier, à Strasbourg. Ils pourront évoquer aussi les policiers assassins de Kader, à Valanton le 5 février, Thierru Delhaye, 18 ans à Paris le 10 avril, Marma, 20 ans, le 7 juillet, porte de Vanves. Tous sont libres. Moins bien notés, sans doute, mais libres, et toujours dans la police.

Comme le 3 octobre rue Copernic, il y a eu crime raciste samedi soir, à Marseille. L'assassin n'est pas *«à la solde du terrorisme international»*. Il est là, dans la police.

**N.D.**

# Châtiment pour le flic assassin, et pour ceux qui ont permis son crime !

L'assassinat, samedi soir à Marseille, d'un jeune maghrébin de 17 ans, Lahouri Ben Mouhamed, par un CRS *«à la gachette facile»*, a provoqué la colère, la révolte dans la cité des Flamands et dans toute l'agglomération. Lundi matin, les mères et les femmes de la cité où vivait Lahouri, dans le quartier Nord de la ville, ont manifesté de longues heures devant la préfecture. Le préfet, qui était allé la veille en visite chez la famille de Lahouri, plein de bonnes paroles, a tout d'abord refusé de recevoir une délégation de femmes, venues dire bien haut que pour elles, la mort de Lahouri n'était pas un accident, mais un crime commis de sang froid. Elles lui ont dit à quel point elles en avaient assez des contrôles perpétuels effectués par la police dans les quartiers populaires...

Dès cette manifestation du matin, des juifs avaient tenu à affirmer par leur présence leur solidarité avec la communauté maghrébine. Ils seront bien plus nombreux encore le soir, à la manifestation appelée par le MRAP sur la Canebière, et qui a rassemblé plus de 5 000 personnes. Parmi elles, Isidore Aragones, président de la section marseillaise de la LICRA, qui affirmait en ces termes son entière solidarité : *«Pour l'instant il n'y a pas encore une chasse au faciès juif, c'est vrai qu'il est moins facile à reconnaître. Mais là n'est pas le problème, la communauté maghrébine est beaucoup plus menacée, car le racisme envers les juifs n'est pas encore un racisme d'Etat, celui contre les maghrébins oui. Toutes les directives et notes de service des pouvoirs publics à l'intention de la police incitent à la répression. En fait, le pouvoir giscardien applique intégralement la politique du «Front National» : un million de chômeurs égale un million d'étrangers en trop»*.

Aujourd'hui, le policier assassin est en prison, on lui reproche simplement d'avoir maintenu la culasse de son fusil en position haute. Et on espère ainsi classer l'affaire. Mais comme l'a rappelé Dominique Coujard, président du Syndicat de la Magistrature, *«le problème n'est pas l'inobservation des consignes de sécurité par un fonctionnaire, mais l'illégalité des ordres qu'il exécutait»*. En fait, de *«contrôle de routine»*, c'est bien d'une pratique illégale qu'il s'agit : il n'y avait ni flagrant délit, ni enquête judiciaire. A la veille de la mise en route du projet Peyrefitte, qui devrait légaliser ces pratiques, c'est aussi cela qui doit être mis en cause. Les manifestants de Marseille, les démocrates du pays exigent à la fois le châtiment du flic assassin, et de ceux qui ont permis son crime.

**M.C.**

# «Il y a aujourd'hui un racisme d'Etat»

## Interview de J.L. Sagot-Duvauroux, membre du secrétariat national du MRAP

▶ **Dans l'enquête sur l'attentat de la rue Copernic, le gouvernement semble mettre en avant l'hypothèse d'un terrorisme venu du Moyen-Orient. Qu'en pensez-vous ?**

A priori, on ne peut exclure aucune hypothèse, mais quels qu'en soient ses auteurs, l'attentat est un attentat raciste qui attire la même réprobation du MRAP. Ceci dit, on est quand même un peu étonné de la façon dont l'enquête est menée aujourd'hui, et surtout de la façon dont les informations sont distillées. On a d'abord entendu parler de quelqu'un *«qui avait un fort accent du Proche-Orient»* — — c'est étonnant de reconnaître un accent du Proche-Orient d'un accent maghrébin —, puis on a appris que c'était un chypriote, avec des traits arabes, ce qui confirme le portait-robot. La façon dont l'affaire est présentée donne l'impression qu'on voudrait utiliser l'enquête d'abord pour dire qu'il n'est pas possible de retrouver les coupables, et ensuite pour diriger la puissante colère populaire qui s'est manifestée après l'attentat dans des directions elles-mêmes racistes.

▶ **L'attentat de la rue Copernic n'est pas isolé, il s'inscrit dans toute une série d'autres attentats commis ces derniers mois, et même ces dernières années. Peut-on dès lors parler d'une progression du racisme et de l'antisémitisme en France ?**

Il y a à l'évidence une montée très importante du racisme, que nous avons spécifiés sous deux idées : d'abord le racisme de crise, qui a commencé à monter dans le pays depuis les années 1972-1973. C'est un racisme tout à fait classique, qui tente de faire porter les responsabilités de la crise à certaines catégories de la population et en premier lieu les immigrés. Mais peu à peu ce racisme de crise a pris une forme nouvelle, que nous avons appelé le racisme d'Etat, en ce sens qu'il s'est traduit par des pratiques administratives, puis par des textes, des décrets, des circulaires, et enfin des lois qui inscrivent les discriminations dans la législation. L'antisémitisme qu'on croyait exorcisé dpeuis la guerre, est réapparu à la suite de la montée générale du racisme, de la façon la plus violente qui soit, comme on a pu le voir. Les idées racistes ne disparaissent pas du jour au lendemain, mais il y a des périodes où elles sont plus cachées, et d'autres où elles réapparaissent plus. Ce que nous pensons, c'est qu'il s'agit aujourd'hui d'un néo-fascisme, d'un néo-nazisme. Nous ne sommes pas dans la situation des années trente, mais dans une situation où le fascisme s'installe très clairement autour de nous. On le voit bien ici, au MRAP : en quatre ans, on a eu douze attentats contre notre siège ou contre des membres du MRAP ! La particularité de ce néo-fascisme, c'est qu'il tire sa force non pas des petits groupes, très minoritaires, très isolés, mais bien de l'interpénétration entre ces petits groupes et l'appareil d'Etat. On le voit en ce moment avec ce qui se dit sur la police, mais on peut le voir aussi au niveau idéologique, avec tout le travail que fait la «Nouvelle Droite», soutenue par l'empire financier de Hersant et qui apporte son soutien total au gouvernement.

Ces gens-là ont une influence, puisqu'on a pu voir, par exemple, le ministre de l'Education nationale reprendre purement et simplement leur thèse sur la capacité génétique de certains enfants à faire des études. Pour nous le vrai danger n'est pas que la FANE arrive au pouvoir, mais que le gouvernement, de plus en plus, laisse s'exprimer, y compris par les bombes, les néo-nazis, et rende la vie démocratique de plus en plus difficile.

▶ **Une loi, votée en 1972, donne pourtant des moyens à la lutte contre le racisme. Comment est-elle appliquée ?**

Le bilan de la loi de 1972 est largement positif, en ce sens qu'elle nous a permis d'intervenir dans de très nombreux cas. Mais en principe, cette loi donne le pouvoir au parquet de poursuivre les actes de racisme, ce qui n'a été fait que deux ou trois fois. Ce sont donc les associations antiracistes, et notamment le MRAP, qui interviennent, avec de grandes difficultés : chaque fois que nous nous portons partie civile, nous sommes obligés de verser une consignation. Or il est évident qu'un mouvement comme le nôtre n'a pas beaucoup d'argent, ce qui freine nécessairement l'action en justice. Nous avons bien une subvention du FAS, mais celle-ci vient d'être diminuée de moitié, alors que le racisme augmente...

**SUITE PAGE 14**

# L'extrême-droite et le pouvoir : une situation nouvelle depuis la Libération

**L'attentat de la rue Copernic a mis au premier plan de l'actualité la recrudescence de l'activité de groupes fascistes en France. L'existence de ces groupes n'est pas nouvelle, par contre ce qui l'est, c'est la tolérance, la mansuétude du pouvoir en place à leur égard. Comment expliquer cette situation nouvelle, quelle évolution a subi l'extrême-droite et ses relations avec le pouvoir depuis la dernière guerre ? Aujourd'hui, une partie de l'extrême-droite se déclare bruyamment contre le racisme et toutes les discriminations tandis qu'une autre prône l'action directe et se réclame ouvertement du fascisme et du nazisme. Comment l'extrême-droite en est-elle arrivée à cette division et à quoi cela correspond-il ?**

Par Loïc LEGARREC

## De la collaboration à la «défense de l'Occident»

A la Libération, il ne fait pas bon se réclamer ouvertement de la droite et à plus forte raison de l'extrême-droite. Aussi beaucoup d'ancien pétainistes plus ou moins avoués vont-ils tenter une *«reconversion»* en s'intégrant à des groupes politiques plus *«présentables»* et notamment le «Centre National des Indépendants et Paysans», d'Antoine Pinay, ancêtre des *«Républicains Indépendants»*, dont est issu Giscard. Les groupes fascistes français ont tenté de fuir avec les nazis et essaient de se faire oublier. La droite et l'extrême-droite sont sur la défensive. La découverte des crimes nazis, les camps de concentration semblent alors jeter définitivement le discrédit sur l'extrême-droite, dont une partie des troupes est passée par les armes.

Le développement de la *«guerre froide»* va cependant offrir à l'extrême-droite une première occasion pour refaire quelque peu surface. Le développement des contradictions entre l'impérialisme US et l'Union Soviétique entraîne en effet un regain d'anticommunisme dans tous les partis bourgeois et c'est à la faveur de ce climat que les groupes d'extrême-droite vont relever la tête.

Mais c'est surtout avec les scandales divers et les crises gouvernementales successives de la quatrième République et le développement de la répression contre les peuples dominés que l'extrême-droite va véritablement tenter de sortir de son extrême marginalité de l'immédiat après-guerre. Le thème de l'antiparlementarisme cher à l'extrême-droite d'avant-guerre va de nouveau pouvoir être mis en avant, mais il va cette fois se présenter sous un visage nouveau. Une partie de la droite, comme les gaullistes, s'élève également contre *«l'impuissace de la quatrième République»*, et du *«régime des partis»*. L'extrême-droite va savoir profiter de cette situation en se présentant sous le masque politique de la défense du petit commerce et de l'artisanat. L'ex-pétainiste Pierre Poujade va alors remporter un certain succès aux élections législatives de janvier 1956, avec deux millions et demi d'électeurs.

Dans le même temps, l'extrême-droite va centrer de plus en plus son intervention sur la défense de *«l'empire français»* sérieusement menacé depuis Dien Bien Phu. Le thème central de l'extrême-droite est alors celui de la défense de l'Occident assiégé de toute part : par Moscou et Pékin, par les luttes de libération nationale, et à l'intérieur du pays par le PCF et la CGT. Après les défaites en Indochine, l'*«Algérie française»* va devenir alors le cheval de bataille de l'extrême-droite.

## Du discours gaulliste à l'OAS

Depuis la guerre, de Gaulle représente avant tout celui qui s'est opposé à Pétain, et la haine contre lui au sein de l'extrême-droite est restée vivace. Mais à une quatrième République qui agonise et qui pourrait bien laisser *«brader l'Algérie comme elle l'a fait avec l'Indochine»*, bon gré mal gré, une bonne partie de l'extrême-droite, pour sauver le dernier *«bastion de*

*l'empire»*, va croire qu'il est possible de jouer la carte gaulliste.

Dans un premier temps, les gaullistes vont ainsi s'appuyer sur le concours actif d'une partie de cette extrême-droite avec laquelle de nombreux contacts sont pris. Le 13 mai 1958, sous l'impulsion de groupes fascistes et d'une partie de l'armée, le premier comité de salut public se forme à Alger et en appelle à de Gaulle...

Mais une fois celui-ci installé au pouvoir, l'extrême-droite ne va pas tarder à déchanter. Après avoir fait intensifier les opérations militaires, de Gaulle va en effet proposer la *«paix des braves»*, et le référendum sur l'Algérie... L'extrême-droite ne lui pardonnera jamais ce qu'elle considère comme une *«trahison»*, et qui vient s'ajouter aux vieilles rancœurs pétainistes. En fait, avec l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, c'est tout une page de l'histoire de la période de l'après-guerre qui semble se tourner : l'heure n'est plus en effet à la guerre froide mais à la détente, une nouvelle constitution *«plus solide»* remplace celle de la quatrième République et face au développement des luttes de libération nationale, la bourgeoisie tente de mettre en place des solutions néo-coloniales. Le terrain sur lequel l'extrême-droite avait cru qu'il était possible de refaire surface semble ainsi s'écrouler et de Gaulle tient à maintenir intact son image de *«résistant»*. Cette envolée des espoirs de l'extrême-droite va s'accompagner de rudes coups que vont lui porter les gaullistes.

A l'automne 1962, l'extrême-droite n'a plus qu'à panser ses blessures : l'OAS est démantelée, ses chefs sont arrêtés et condamnés, l'extrême-droite a été en partie chassée de l'armée et de la police. De nouveau, celle-ci semble être condamnée à la marginalité.

## Le giscardisme : une nouvelle chance

Mais cette rupture de l'extrême-droite et du pouvoir va commencer à prendre fin en mai 68 : de Gaulle fait libérer Salan et promulgue l'amnistie pour l'OAS. Priorité est alors donnée à la lutte contre l'extrême-gauche et pour ce *«travail»*, le pouvoir ne dédaigne pas la collaboration des militants d'extrême-droite *«très motivés»* dans ce domaine. La disparition du général de Gaulle va venir ensuite lever un obstacle majeur pour un rapprochement avec la droite traditionnelle et le pouvoir. Une partie de l'extrême-droite va alors soutenir ouvertement Pompidou. (Par exemple Tixier-Vignancourt et Pierre Poujade).

Mais c'est surtout la candidature et à la venue au pouvoir de Giscard en 1974 qui vont offrir des conditions nouvelles plus favorables pour l'extrême-droite. De part ses origines (le CNIP) la *«famille politique»* giscardienne à de quoi en effet la rassurer, et ses sympathies pour l'OAS sont bien connues. C'est ainsi, par exemple, que si l'on en croit Pierre Sergent, ancien responsable de l'OAS, celui-ci aurait été logé chez Poniatowski, futur ministre de l'Intérieur, au moment où il était chassé par la police gaulliste (1). Dans l'entourage de Giscard, on ne cache pas alors ses sympathies pour l'extrême-droite, dont pour un certain nombre, on est du reste issu : Alain Madelin, futur député de l'Ile-et-Vilaine aurait été membre d'*«Occident»* et d'*«Ordre Nouveau»*, Gilbert Bussot, futur député de l'Orne, ancien responsable de l'OAS en métropole (2). Giscard d'Estaing, sera ainsi élu président avec le soutien déclaré d'anciens de l'OAS, du journal *Minute* et des anciens d'*«Ordre Nouveau»*, qui lui fournissent le service dont il a alors besoin. Ce dernier service rendu moyennant finances aurait parmi de jeter les bases du Parti des Forces Nouvelles (3).

D'autre part, l'extrême-droite traînait lourdement avec elle l'image de la collaboration. Le giscardisme va de fait l'aider à s'en débarrasser en essayant de faire en sorte que cela ne constitue plus une marque de discrimination dans l'opinion publique. L'extrême-droite va en effet pouvoir bénéficier de la remise en cause amorcée par Pompidou du jugement porté jusqu'alors par la bourgeoisie au pouvoir, sur la période de l'occupation : suppression de la fête de la victoire du 8 mai 1945 contre le nazisme, parution d'ouvrages littéraires et cinématographiques justifiant la collaboration, débats télévisés sur le rôle du maréchal Pétain... C'est dans ce climat giscardien nouveau que l'extrême-droite va pouvoir se déployer au moment même où elle semblait n'avoir plus guère de perspectives.

## Les deux faces de l'extrême-droite

A la fin des années soixante, l'extrême-droite connaît en effet une crise importante. Aux coups portés par le gaullisme est venu s'ajouter mai 68. L'extrême-droite est isolés et reléguée en marge de la vie politique. Face à cette situation, une nouvelle tendance va se faire jour pour tenter une nouvelle fois de se refaire un nouveau visage et de peser efficacement sur le pouvoir en place. C'est ce courant de l'extrême-droite qui soutient Giscard en 1974 et veut profiter du nouveau climat qu'il instaure pour tenter une nouvelle percée. Sur le plan idéologique, c'est l'opération *«Nouvelle Droite»*. Sur le plan politique, cela aboutit à la création du PFN en novembre 1974, dont les buts sont les mêmes : *«Nous travaillons au sein d'une famille politique, la droite... La sensibilité politique de la droite modérée et de l'extrême-droite nationaliste sont donc voisines : il faudra en tenir compte dans l'énoncé de nos thèmes de propagande, de nos mots d'ordre»*. (4).

Cette stratégie nouvelle va cependant développer les contradictions au sein de l'extrême-droite. Le Front National maintiendra la candidature de Le Pen contre Giscard et accusera le PFN de *«trahison»*. Mais surtout, à cette *«ouverture»* de l'extrême-droite, va répondre l'activisme de groupuscules ouvertement fascistes ou néo-nazis, qui espèrent ainsi récupérer de nouveaux militants déçus par cette nouvelle tactique (5). Cette bipolarisation de l'extrême-droite et surtout cette recrudescence de groupes fascistes para-militaires va se retrouver renforcée dans la période précédant les élections législatives de mars 1978. L'actualité politique est d'abord dominée par la possibilité pour les partis de gauche d'accéder au pouvoir. Le PFN, déçu par le *«libéralisme giscardien»* maintient toujours sa stratégie d'*«ouverture»* en tentant un rapprochement avec le RPR qui se prépare alors à constituer un *«recours»* face à la victoire de la gauche. Dans le même temps, l'autre pôle de l'extrême-droite va se renforcer et se préparer directement à développer en France une *«stratégie de la tension»*, en mettant en place *«des groupes de choc nationalistes»*, disposant d'un matériel adéquat et en prenant contact avec d'autres groupes fascistes européens. L'ex-FANE dont on parle tant aujourd'hui semble faire précisément partie de cette catégorie.

Ainsi, tandis qu'une partie de l'extrême-droite tente de présenter une image de respectabilité politique et de diffuser largement ses thèmes, l'autre travaille à visage découvert, développe l'activisme et voudrait passer immédiatement à l'action.

---

*1)* Le Nouvel Observateur *du 2/7/79 :* «Les habits neufs de la droite française».

*2) idem*

*3)* «L'extrême-droite en France» *de B. Brigouleix. Editions Fayolle — Collection Intervalle.*

*4) Document cité dans le livre de B. Brigouleix, qui retrace les contradictions apparues au sein de l'extrême-droite jusqu'en 1977.*

*5) De ce point de vue, le Front National semble se trouver dans une situation incommode en essayant de préserver un visage* «légaliste», *tout en dénonçant les* «nouveaux droitiers» *du PFN, et en étant* «travaillé» *par les groupuscules paramilitaires néo-nazis. (cf* Le Matin *du 17/10/80.*

# Interview de Brice Lalonde

## Regrouper ceux qui luttent contre la technocratie

Recueillie par Didier DELORME

**Brice Lalonde, candidat aux présidentielles, a été désigné par la plupart des associations écologistes, notamment celles affiliées aux deux principales organisations : le MEP — Mouvement d'écologie politique — et le RAT — Réseau des amis de la terre — (voir *PLS* N°12). Ces deux dernières ont constitué avec le «troisième collège», «Aujourd'hui écologie», comité de soutien national à la candidature Lalonde.**

▶ **En mai 1980, aux assises de l'écologie de Lyon, cinq thèmes d'action prioritaires ont été retenus : le nucléaire et ses alternatives, la démocratie, le Tiers-Monde, le travail et le monde rural. Ce cadrage est-il conservé et comment avez-vous précisé vos axes de lutte ?**

Ces thèmes de travail sont permanents dans la problématique écologiste, mais nous les avons classés autrement. Nous avons décidé d'intervenir de trois façons. D'abord avec un projet pour la société qui s'articule autour de trois axes : société, Etat, nation. Nous ne voulons pas que la société se réduise à l'économie, nous voulons montrer que le but de la production c'est l'épanouissement, ce n'est pas la production en soi (ce qu'on appelle le productivisme). Deuxième axe : quel Etat se donne la société : un squelette dur ou un cartilage souple ? Enfin quelle est la place de la communauté nationale dans le monde ? Qu'est-ce qu'on fait vis-à-vis du Tiers-Monde ? Nous ne voulons plus d'une communauté nationale qui étouffe à l'intérieur les communautés régionales et qui à l'extérieur entrave celles du Tiers-Monde.

Quant au nucléaire, c'est une des pièces centrales du productivisme, de l'organisation étatique de la société, voire du jeu diplomatique français. C'est donc un point essentiel de lutte, mais qui est transversal aux trois thèmes du projet.

A côté de ce projet, il s'agit de faire un programme immédiat pour définir ce que nous proposons actuellement, ce pourquoi nous allons lutter.

Le dernier point, c'est l'obtention de mesures immédiates favorables à nos luttes, favorables à l'apparition d'un mouvement, le nôtre et ses alliés. Par exemple le référendum à initiative populaire, les radios libres...

▶ **Vous avez déclaré : *«Le pur témoignage, c'est terminé, les écologistes passent à l'engagement»*. Pouvez-vous préciser cette évolution ?**

Les écologistes croient trop à la vertu de la parole et ils se complaisent trop souvent à énumérer les catastrophes qui nous attendent si on ne fait rien. Ce côté millénariste, un peu prophétique tendait à négliger la politique, les rapports de force à établir pour qu'une société change. L'engagement, c'est simplement prendre conscience que l'espoir est plus mobilisateur que la catastrophe, que l'organisation est nécessaire, qu'il faut essayer de théoriser l'histoire de notre mouvement, même sur une courte période. Si le mouvement écologiste se vit comme une des pointes d'un mouvement antitechnocratique qui naît d'une manière diffuse un peu partout, alors il doit prendre un engagement : il faut que la population puisse compter sur eux et que les autres forces politiques comptent avec les écologistes.

▶ **La lutte antinucléaire a rencontré de grosses difficultés face à l'intransigeance du pouvoir. Cela vous a-t-il amené à changer d'attitude sur ce point ?**

Je crois que la lutte antinucléaire aurait avantage à être plus ferme contre ses adversaires. Dans le nucléaire, il y a une couche sociale qui se bat et veut garder son pouvoir qu'elle asseoit dans des institutions comme l'EDF, dans des cabinets ministériels. Il faut donc que le mouvement écologiste ne dise pas seulement *«non aux centrales»*, mais prennent les moyens de démanteler cet adversaire social. Le succès de la lutte antinucléaire est aussi lié à la capacité latérale de résister localement, d'avoir accès à l'information, aux moyens de communication. Cette capacité se développe sans cesse avec la régionalisation grandissante, la constitution de projets alternatifs.

Enfin le système nucléaire ne marche pas très bien, engendre des dépenses énormes. Pour le prouver, nous devrions créer nos propres centres de documentations capables de rivaliser avec ceux d'EDF.

▶ **Dans votre interview à *Vert* n° 11, vous déclarez que le rôle du président de la République devrait être celui *«d'arbitre entre ce qui représente la plus grande partie de la vie quotidienne des gens et les nécessités de l'Etat»*. Quelles sont ces nécessités ?**

Administrer, compter, répartir... Toute société est organisée de façon plus ou moins rigide. Ses formes d'organisation ont toujours tendance, à cause des gens ou des classes qui s'en emparent, à se reproduire, à accroître leur emprise sur la société. Le personnel politique sort de plus en plus de l'appareil d'Etat lui-même, il est déjà spécialisé. Il faut fluidifier les fonctions étatiques, les partager : un syndicaliste peut très bien pendant plusieurs années remplir un service public, il est dévoué à l'intérêt public autant sinon plus qu'un fonctionnaire qui sort d'une école.

▶ **En ce qui concerne la justice, la police, l'armée ?**

Si ces fonctions font partie de l'Etat, la formule de Montesquieu me paraît une bonne référence : séparation des pouvoirs. Cela dit, l'Etat est «contre-productif» : les CRS font peur, ils ne protègent pas. Ces fonctions de maintien de l'ordre doivent être beaucoup plus décentralisées, moins menaçante. Ce caractère menaçant est aussi lié à l'agravation de la crise : il faut donc aussi relâcher les tensions sociales.

▶ **Les écologistes parlent d'Etat limité ou d'autre mode de développement de la société, pouvez-vous préciser ce changement de société ?**

Prenons l'exemple de l'imposition : nous sommes favorables à ce que chaque Français puisse affecter de l'ordre de 10 % de son impôt au ministère ou à l'association d'intérêt public de son choix. De manière à ce que l'on démembre dans une certaine mesure l'Etat. L'idée, c'est d'arriver à un mode de développement fondé sur l'épanouissement personnel. Cela est lié à des valeurs et à des conflits : conflits pour le temps libre, la santé, la protection de la nature. Il faut aussi que soient développées les relations sociales, la capacité de création de chacun. L'idée selon laquelle tout ce qui est important pour autrui peut être fait par d'autres que vous, l'idée qui est à la base de la production industrielle, s'atténue progressivement. Tout ce qui va dans le sens de l'autonomie sera favorisé, que ce soit le kit, le jardinage, les moyens de disposer de l'information. Nous aurions une «société double», avec d'une part, un secteur industriel qui fabrique à bas coût ce qui est considéré comme important pour les gens soient autonomes, d'autre part, l'extension des activités autonomes grâce aux techniques nouvelles (informatique, solaire...) et libération administrative croissante.

▶ **Comment s'effectuerait cette transformation de la société ?**

C'est par une multiplicité de microconflits (exemple tout bête : vous voulez poser des capteurs solaires et le préfet vous refuse le permis de construire), voire par des macroconflits comme à Plogoff. Les processus de changement social sont partout. Ainsi quand l'organisation des consommateurs impose des marchés différents à ceux qui veulent faire des profits, elle ne bouleverse pas le système mais oblige déjà l'entrepreneur à changer de direction. J'ai l'impression nous pouvons maintenant régler le paradoxe des gens pacifistes confrontés à des gens qui ne le sont pas, car nous avons les moyens d'une autre politique, y compris les moyens techniques et parce que la forme de l'engagement est quelquefois autant la désertion que la mobilisation.

▶ **Comment voyez-vous vos rapports avec les partis de gauche ou les syndicats ?**

Et les autres partis ? Cela nous est déjà arrivé, à propos de l'agriculture d'avoir des relations avec un parti de droite. Pas avec un parti, plutôt avec des gens. Avec la gauche, c'est curieux, c'est avec les appareils que l'on se rencontre. Nous avons des relations privilégiées avec la CFDT et j'espère que nous les garderons. La CFDT représente un courant ouvrier non autoritaire, beaucoup plus ouvert à l'écologie, elle admet qu'il y ait d'autres terrains de lutte que celui de l'entreprise.

▶ **Par rapport à des forces politiques qu'on ne peut pas mettre sur le même plan, quelle pourrait être la position du candidat écologiste ? Quel sera votre attitude au second tour des élections ?**

Si c'est pour refuser l'apparition d'une force politique nouvelle pour bloquer les signatures nécessaires aux forces dites minoritaires, alors on peut tous les mettre sur le même plan. Sur d'autres questions, il y a des différences, il faut donc au cas par cas envisager ces différences dans des campagnes précises. En revanche, je ne crois plus assez à la démocratie représentative pour adopter une position au second tour. Nous ne nous désistons donc pas. Je crois beaucoup plus à une changement politique profond qui se fait sur des propositions, des initiatives concrètes en dehors, mais aussi à l'occasion d'échéances électorales. Il faut sur telle question former telle coalition, tout en sachant que l'essentiel revient à l'action des forces sociales : les syndicats pour défendre les travailleurs, les associations écologistes dans leurs actions spécifiques, le mouvement des femmes pour défendre le droit des femmes, les consommateurs, etc.

▶ **S'il fallait parler de «Nouvelle Gauche», quels contours et quel contenu aurait-elle ?**

Les termes gauche et droite sont mauvais car ils renvoient à des appareils, ils avaient une définition culturelle et sociale beaucoup plus précise qu'ils en ont maintenant. Il faudrait plutôt dire qu'une nouvelle opposition est nécessaire. Cette opposition doit surtout être sociale et regrouper autant que faire se peut tous les mouvements qui cherchent à retrouver et à défendre une identité, jusqu'à une identité personelle et par conséquent regrouper ceux qui luttent contre la technocratie. Par technocratie, j'entends autant la couche qui dirige les grands appareils administratifs et économiques, que tous les systèmes, tendant à aire triompher la normalisation.

SUITE PAGE 8

*Dans le nucléaire, il y a une couche sociale qui veut garder son pouvoir.*

# Interview de Brice Lalonde

Suite de la page 7

**▶ La guerre que mènent les troupes russes en Afghanistan met au premier plan de l'actualité la question des dangers de guerre. Quelle est la position d'*Aujourd'hui l'Ecologie* sur ce point ?**

C'est dans les pays du Tiers-Monde que les risques de guerre entre Est et Ouest me paraissent les plus grands : Cambodge, Ouganda, même Iran-Irak. Même si la machine soviétique est expansioniste, elle s'étend surtout là où l'autre impérialisme a «fait des bêtises». Il faut donc en premier lieu contribuer au développement des pays du Tiers-Monde dans l'intérêt de leurs peuples, et ne pas soutenir les régimes les plus réactionnaires ou les élites urbaines. Deuxièmement, il faut prévoir un système de défense, non pas fondé sur une énorme technologie, mais sur une très grande autonomie individuelle : que chacun sache ce qu'il a à faire. Actuellement la France est tellement centralisée, prisonnière de choix techniques comme le nucléaire, que les sabotages ou les attentats seraient une attaque plus efficace qu'une invasion par les chars russes.

**▶ En occupant l'Afghanistan, l'URSS n'a-t-elle pas l'intention d'aller au-delà pour avoir la main sur les voies d'approvisionnement en pétrole de l'Europe ?**

On prête à l'URSS l'intention de parvenir un jour à la mer. Sans doute. Il faut prendre éventuellement des mesures de rétorsion et c'est ce que fait la population à défaut de l'Etat. Je n'ai pas très bien compris que le président soit allé à Varsovie. Cela dit l'URSS est un Etat beaucoup plus faible qu'on ne le croit : les statistiques en matière d'alcoolisme n'ont pas baissé, la productivité n'est pas très forte, les nationalités se manifestent de plus de plus. D'après ce que je lis de la vie quotidienne en URSS, il me semble que le rapport de forces n'est pas en sa faveur. La seule chose qui doit fonctionner en URSS, c'est l'armée. C'est un peu comme l'empire russe qui s'est écroulé du jour au lendemain.

Il ne faut pas cependant que l'impérialisme américain, actuellement affaibli — ce qui est une bonne chose — soit remplacé par l'impérialisme soviétique. Cela veut dire qu'il faut probablement que l'Europe s'unifie davantage, je suis partisan d'une confédération politique européenne, ce qui ne se confond pas avec la CEE. D'autre part, notre action diplomatique devrait consister à travailler beaucoup plus avec les signataires de la charte des 77 et l'Assemblée des Nations-Unies, car le Tiers-Monde y est prédominant.

**▶ Faut-il condamner la force de frappe ? Pourquoi ?**

Oui, parce qu'il n'y a pas d'exemple d'armes dont on ne se sert pas si on continue de les produire. La force de dissuasion, c'était relativement compréhensible comme principe, et puis c'était une autorité civile, le président qui décidait. Maintenant, le gouvernement fait installer des bombes atomiques partout, il y sura des armes du corps de bataille, la bombe à neutrons. Et ce seront des généraux qui vont décider d'éventuels lancements des Plutons. On avait raison de s'opposer à la force de frappe car elle a dégénéré.

**▶ Comment appréciez-vous l'évolution du rapport de forces entre les pays dits développés et ceux du Tiers-Monde ? Quel est le degré d'indépendance politique, économique de ces derniers ?**

Le degré d'indépendance politique des pays du Tiers-Monde s'accroît d'année en année : constitution du groupe des 77, conférences des pays du Tiers-Monde. Le fait qu'ils aient imposé le caractère international des fonds marins est de ce point de vue significatif. La montée des pays de l'OPEP a été si forte qu'on ne peut plus les compter dans les pays du Tiers-Monde. Toutefois le Tiers-Monde n'est pas unifié : il y a une très grande diversité de ces pays et des risques de guerre interne comme au Cambodge, en Ouganda. Enfin, se pose le problème du choix d'un autre mode de développement qui permette de sauter l'étape de l'industrialisation générale de la société pour passer directement à un mode de développement *«post-industriel»*, plus rural, autocentré.

La domination de l'Occident sur le Tiers-Monde est encore très forte : les échanges se font sur la base de 1 pour 10. Il faut un nouvel ordre économique mondial, par exemple que le Tiers-Monde soit en mesure de transformer les produits.

**▶ Quel soutien les écologistes peuvent-ils apporter aux pays du Tiers-Monde ?**

Ils peuvent infléchir le système d'importation par des mouvements de consommateurs, appuyer une aide qui ne soit pas d'Etat à Etat (non interétatique), mais intermunicipale ou même directe, d'une association à la population d'un village (envoi de matériel tiré par des chevaux, de pompes solaires...). Enfin, ils peuvent contribuer à des transformations importantes de la diplomatie.

**▶ Où en est l'unification du mouvement écologiste ?**

C'est en bonne voie. Je ne suis pas favorable à la formation d'une organisation unique qui ferait tout : il faut différencier les fonctions. S'il devait y avoir un parti écologique, ce serait un «parti pour les élus». Mais de même que l'Etat ne doit pas aspirer la société, de même il ne faut pas que ce parti aspire le mouvement. Un tel parti aurait pour rôle de coordonner les élus, et d'être une agence de services. Nous ne voulons pas d'une seule organisation hiérarchisée et multifonctionnelle. Par exemple les *Amis de la Terre»* britanniques sont organisés en un centre assez puissant, autonome et une multitude de groupes. Entre eux, pas de relations institutionnelles avec mandat, vote, congrès, mais des flux d'information permanents. Si un groupe n'est pas satisfait, il peut le faire savoir partout, et comme le centre ne vit que des rapports et des «achats» avec tous ces groupes, il ne se maintient que si le système fonctionne bien. Avec cette interaction souple, pas de perte de temps infinie à faire marcher une organisation lourde et son rituel doctrinaire.

Alors que dans le mouvement il y a des tas d'associations correspondant à des tâches, à des régions différentes, MEP et RAT se battaient pour l'expression publique. Ce problème est en train de se régler : au sein des comités d'*«Aujourd'hui l'Ecologie»*, les débats seront plus clairs. Et si les différences persistent, nous trouverons une forme de travail en commun beaucoup plus claire.

**▶ Trois candidats se réclament de l'écologie, vous-même, Delarue et Garaudy : quels problèmes pose cette situation ?**

Delarue ne fait pas partie du mouvement, quand il parle d'écologie, j'ai plus l'impression qu'il s'agit du bruit du cyclomoteur du voisin que d'un changement social. Garaudy, c'est plutôt l'inverse, son intervention est beaucoup plus vaste, plus culturelle, quasiment missionnaire. Cela paraît outrancier. On ne peut pas dire *«c'est nous ou la fin du monde»*, ce n'est jamais la fin du monde ; c'est un peu la même erreur qu'à Maville. Il y a une dimension très large dans l'écologie : c'est un changement social, certes, mais avec le côté culturel important ; mais contrairement à Garaudy, je pense que les valeurs doivent être tenues au maximum en dehors de la politique, il ne s'agit pas de dire aux gens ce qu'il faut penser.

Enfin à la différence des autres candidats qui se réclament de l'écologie, j'ai été désigné par l'ensemble des associatins écologistes qui souhaitaient un candidat unique.

# Le voyage de Giscard en Chine : concordances et différences d'analyses

Le voyage de Giscard en Chine aura été l'occasion d'une confrontation des points de vue du gouvernement chinois et du gouvernement français sur l'évolution de la situation mondiale.

Du côté chinois, le premier ministre a déclaré : *«Les pays d'Europe vivent sous une menace militaire croissante. l'Afghanistan et le Kampuchea, ces deux Etats souverains d'Asie, sont victimes d'une occupation armée flagrante. La paix mondiale est un tout indissociable, et les événements survenus dans les diverses régions sont liés les uns aux autres.... Dans les nouvelles conditions historiques prévalent l'œuvre commune visant à sauvegarder l'indépendance nationale et à défendre la paix mondiale fait que nous avons davantage un langage commun»*.

Du côté français Giscard a affirmé : *«L'effacement de notre continent, à la suite des conflits mondiaux est une anomalie de l'histoire... Il entretient la rigidité d'un système bipolaire avec ses menaces pour la paix et ses contraintes pour l'indépendance... L'affirmation de l'Europe, de même que celle de la Chine aux deux extrémités du continent eurasien sert notre objectif fondamental... Une paix juste résultant alors de l'équilibre d'un monde multipolaire et échappant ainsi à l'affrontement des blocs.... Les tensions qui menacent la paix mondiale ne se sont pas relâchées tandis que d'autres sont apparues qui pourraient enclencher de dangereux engrenages»*.

S'il y a bien un souci partagé face à l'évolution dangereuse de la situation internationale, si le gouvernement chinois porte un grand intérêt aux initiatives européennes et particulièrement françaises pouvant conduire à un relâchement des tensions — les initiatives en direction du Proche Orient et la volonté affirmée de préserver l'indépendance de la France ont été *«appréciées»* par le premier ministre chinois — on ne peut que noter les différences d'appréciations sur la situation actuelle.

A la volonté manifestée par le gouvernement chinois de s'opposer au processus concret mettant en cause la paix, dont les manifestations sont sensibles en différentes régions du globe, Giscard oppose la recherche d'un hypothétique équilibre neutralisant la rivalité des USA et de l'URSS.

Cette divergence a sans doute une source importante dans la différence d'attitude observée à l'égard en particulier des menées soviétiques : lorsque les chinois mettent en relief les responsabilités soviétiques dans l'aggravation des menaces contre la paix, Giscard évoque *«des tensions qui pourraient enclencher de dangereux engrenages»*.

A l'évidence Giscard a pris toutes les précautions pour que son séjour à Pékin ne porte pas ombrage aux «bonnes relations» qu'il entretient avec Moscou. Ce n'est pas là simple précaution diplomatique, mais bien une démarche qui est infléchie par les interventions permanentes de l'URSS à l'égard des pays européens à propos de leurs relations avec la Chine. On peut remarquer, qu'à l'exemple de l'Allemagne au mois d'août, le gouvernement français n'a pas accordé les conditions de financement privilégiées demandées par le gouvernement chinois pour ses commandes de biens d'équipement. En Allemagne la presse avait souligné que le refus allemand était dû à la crainte de mécontenter l'URSS. En irait-il différemment pour Giscard d'Estaing ?

POUR TOUTE CORRESPONDANCE ECRIRE A

POUR LE SOCIALISME
C/O FRONT ROUGE BP 68
PARIS 75019

Abonnez - vous à *Pour le Socialisme*

20 numéros 100 F.

1 an : 200 F.

# Démaoïsation en Chine : oui...et non

Le voyage de Giscard d'Estaing en Chine aura été l'occasion de voir poser une nouvelle fois cette question en forme d'affirmation : la démaoïsation en Chine. C'est fait et bien fait nous disent les journalistes qui se sont rendus sur place le temps de ce séjour présidentiel. La Chine sort de son isolement, se tourne vers l'Occident, répudie son modèle d'édification socialiste, réhabilite le profit, s'apprête à juger la «Bande des quatre» et s'interroge sur l'opportunité de conserver le mausolée de Mao Zedong sur la place Tien-An-Men. Bien sûr quelques ombres apparaissent au tableau ! On n'a pas affaire à cette dénonciation sans nuances du grand dirigeant disparu que pouvait comporter par exemple le rapport Kroutchev l'endroit de Staline, bien pis, on entend dire, de la bouche des principaux responsables que *«sans le président Mao, il n'y aurait pas de Chine nouvelle»*, ses mérites sont évalués plus importants que ses erreurs, et la politique des modernisations entend maintenir le cadre socialiste et s'inspirer des réalités concrètes du pays, en s'écartant significativement à la fois de la voie occidentale capitaliste et de la voie soviétique d'industrialisation.

Alors qu'en est-il au juste ? Il serait présomptueux dans le cadre d'un article aussi bref, et alors même que se prépare le XII[e] Congrès du PCC prévu pour le début de l'année 1981, dont les travaux permettront, à coup sûr d'y voir plus clair sur l'orientation actuelle de la Chine, de vouloir porter un jugement complet sur la question.

Toutefois, depuis 18 mois, certains faits essentiels peuvent servir de points de repère assez sûrs. Il s'agit du discours prononcé par le maréchal Yé Jianying à propos de la Révolution Culturelle, de la décision de réhabilitation de l'ancien président Liu Shao Shi et d'autres responsables critiqués pendant la Révolution Culturelle, des modifications apportées à l'appareil du Parti et de l'Etat, des décisions concernant l'interdiction des dazibaos et des murs de la démocratie, comme l'interview accordée par le vice-président Deng Xiaoping à la journaliste italienne Oriana Falaci, interview qu'a reproduite le *Nouvel Observateur*.

Dans quelle mesure peut-on parler effectivement de démaoïsation ?

En ceci que, depuis le XI[e] Congrès du PCC, tenu après l'élimination de la Bande des Quatre, Congrès qui saluait la Révolution Culturelle et marquait sa nécessité, en envisageant même le renouvellement de tels mouvements dans la phase d'édification socialiste, la réappréciation historique de la période qui a suivi la révolution chinoise victorieuse en 1949 a significativement changé.

Au moment du XI[e] Congrès, ce qui était mis en cause, c'était la période terminale de la Révolution Culturelle, les dernières années de celle-ci, au cours desquelles un dérapage ultra-gauche était apparu, sanctionné par la coupure entre la direction du parti et les masses qu'avait par exemple démontrée la manifestation de 1976 sur la place Tien-An-Men. On insistait alors sur le handicap physique du Président Mao à la fin de sa vie et sur les pressions qu'exerçait sur lui son entourage, en l'occurrence, la fameuse bande des quatre. Il y avait bien alors distinction entre une appréciation de la Révolution Culturelle comme processus de lutte contre les risques de restauration capitaliste dans un pays socialiste et des déviations, erreurs, et fautes graves apparues à la fin de ce processus.

Depuis 18 mois, ce n'est plus cette analyse-là qui est faite, mais celle d'un bilan globalement négatif de la Révolution Culturelle, et d'un jugement critique des luttes qui l'ont précédée. Cela se remarque à la fois, par les propos explicites contenus à ce sujet dans le discours de YéJianying à l'occasion du 30[e] anniversaire de la République Populaire de Chine, et dans les attendus des réhabilitations des responsables, militants et citoyens préalablement critiqués. En effet, il ne s'agit pas d'une relativisation, le temps aidant, des erreurs qui étaient à l'origine des critiques et sanctions prononcées, mais d'une remise en cause radicale des critères politiques sur la base desquels ces jugements avaient été établis. C'est par exemple le cas dans la réhabilitation de Liu Shao Shi, qui se trouve lavé de toutes les critiques,que non seulement les gardes rouges, mais aussi les principaux dirigeants, comme Mao Ze-Dong et Zhou Enlai lui avaient adressées. Certes, indique-t-on aujourd'hui, Liu a pu commettre des erreurs, mais comme Mao et Zhou ne sont pas logés à meilleure enseigne, la portée de cette restriction apparaît nécessairement limitée.

Du même coup, ce ne sont plus les dernières années de la Révolution Culturelle qui se trouvent réexaminées, mais l'ensemble du processus, et le point de départ, les raisons initiales du déclenchement de cette révolution qui sont dits sans fondement réel. Ces dix années qui ont profondément marqué la représentation qui a pu être forgée du maoïsme, avec un ensemble de concepts spécifiques tels que celui de la lutte entre deux voies, deux lignes, à l'intérieur du parti, celui du révisionnisme moderne, celui de la poursuite de la lutte de classes sous le socialisme sont aujourd'hui fortement remis en question. En ce sens on peut effectivement parler de démaoïsation en Chine, dans la mesure où les bases théoriques, idéologiques et politiques sur lesquelles fonctionne le parti communiste et qui constituent le fondement du processus de transformation consciente de la société ont été considérablement modifiées.

En fait, on semble bien aujourd'hui considérer comme base de référence à la définition de la politique d'édification socialiste la période antérieure à la Révolution Culturelle, celle du 8[e] Congrès du PCC, avec toutefois une révision critique des épisodes qui préfiguraient en quelque sorte la Révolution Culturelle, ceux de la lutte contre les droitiers, lors de la phase de collectivisation socialiste et du grand bond en avant. Cette volonté d'effacer la Révolution Culturelle et d'en revenir aux conceptions antérieures a pour suite logique le vaste mouvement de réhabilitations qui a eu cours dans la dernière période. Elle va de pair dans le domaine des relations internationales avec le rétablissement des liens de parti à parti avec le PCI de Berlinguer et une redéfinition sensible du mouvement communiste international, qui remet en question les bases du grand débat au sein du Mouvement Communiste International dans le courant des années soixante. Ainsi démaoïsation signifie rejet des aspects essentiels de ce qui avait pu représenter le spécifique de la position du PCC au sein du Mouvement Communiste International. Il n'y a plus, face à la «voie» révisionniste qui développait par exemple la possibilité du passage pacifique au socialisme, la thèse du parti et de l'Etat du peuple tout entier, affirmation d'une voie révolutionnaire dialectiquement opposée. Il appartient à chaque peuple et à chaque parti de définir lui-même son chemin, et nul combat de principe contre le révisionnisme n'est dit condition préalable à cette démarche. A coup sûr, de tels changements fonctionnent bien comme critique, encore implicite pour l'essentiel, de la ligne directrice, fixée par Mao Zedong et la direction du PCC, pendant toute une phase historique. Ils signifient bien une démaoïsation en profondeur du concept de la vie politique sous le socialisme, et à cet égard, on assiste à une impressionnante modification du contenu des textes du parti depuis quatre ans. La relecture des documents du XI[e] Congrès du PCC aujourd'hui, ne manque pas de frapper, si on les compare avec les textes et déclarations plus récentes.

Y a-t-il pour autant répudiation globale de l'œuvre de Mao Zedong, et condamnation du rôle historique qu'il a joué tout au long de la révolution chinoise ?

Aussi catégoriquement que pour l'affirmation précédente, il faut répondre non.

Si l'on reste nuancé sur la période qui va de la libération de 1949 à la Révolution Cuturelle, le jugement actuellement prononcé sur toute la phase révolutionnaire proprement dite, de 1921 à 1949, est tout à fait positif et constitue un base profonde d'unité du système dirigeant du parti et de l'Etat. C'est bien sur les conditions de l'édification socialiste, et sur les débats qui l'ont accompagnée, que surgissent les remises en cause actuelles, et encore, faut-il différencier en la matière — ce qui reste difficile avant la tenue même du XII[e] Congrès — ce qui dans cette période est contesté et ce qui est ,source d'inspiration pour la politique présente d'édification de la Chine.

De plus, les traits essentiels de l'analyse de la situation internationale, et la théorie des trois mondes, sont intégralement maintenus et développés.

La démaoïsation est donc réelle, mais limitée, et le personnage historique de Mao, dépouillé de ses aspects hagiographiques, demeure un puissant symbole de la lutte de tout le peuple chinois pour sa libération, un point de repère essentiel dans la mémoire collective du peuple chinois et dans l'effort d'éducation des jeunes générations, effort qui ne va pas sans mal.

Il va de soi cependant que cette dimension fondamentale du rapport de la Chine d'aujourd'hui à Mao, n'apporte pas une réponse substantielle aux militants et aux organisations, qui depuis plus de dix ans, ont compris dans les bases de leur réfléxion théorique et politique, les apports que Mao Zedong a fournis au marxisme, y compris bien sûr ceux qui se trouvent actuellement remis en cause en Chine. Situation salutaire, en un sens, qui les amène à refonder par eux-mêmes leur doctrine, à réexaminer en profondeur l'ensemble de leur démarche et à dire, à leur place, et en fonction de leur tâches révolutonnaires propres, ce qu'ils retiennent pour leur part, de ce qu'ils ont saisi de la pensée Mao Zedong, comme moment critique du marxisme, au point où l'avait laissé la Troisième Internationale et comme dépassement créateur de ce marxisme.

**M.C.**

# Radio Dufour en lutte : une nouvelle radio est née à Montreuil

**Il régnait une certaine effervescence lundi 20 octobre dans le local CFDT de la Bourse du travail à Montreuil. La conférence de presse convoquée à 18 heures avait quelque peine à se dérouler, souvent distraite par les éclats de voix et les va-et-vient continuels. On comprend cette mini-fièvre quand on sait que ce jour-là, à 19 heures, la radio des travailleurs de Dufour et de la CFDT lançait sa première émission.**

RDL, c'est son nom. Radio Dufour en lutte est née d'un besoin précis : briser le mur du silence autour de la lutte des Dufour et des actions de la CFDT. Car la situation dans cette usine occupée depuis le 31 juillet est assez inhabituelle dans cette commune de la Seine-Saint-Denis.

Dufour, c'est la fabrication des fraiseuses à consoles dans les plus modernes d'Europe. Dans cette usine, 480 ouvriers (240 OS et 240 OQ) dont plus de la moitié sont des travailleurs immigrés. Mais la particularité de cette usine, c'est que la section CFDT y est majoritaire (55% des voix dans le premier collège) et fortement implantée parmi les travailleurs immigrés. C'est un fait suffisamment rare pour qu'on le souligne. Dans la banlieue Nord, et tout particulièrement en Seine-Saint-Denis, la CGT est omniprésente dans les usines et bénéficient très souvent de l'appui des nombreuses municipalités du PCF. Les militants CFDT, avec une implantation souvent faible ont bien du mal à faire entendre leur voix. D'autant plus dans la période actuelle où les attaques sont nombreuses contre leur centrale. C'est pourquoi ils ont décidé, avec le soutien des structures CFDT (UL, UD, UR, UPSM) de *«briser le mur du silence». «Les médias donnent beaucoup de place aux actions spectaculaires qui sont faites, mais ne parlent pas beaucoup ou pas du tout, du travail que fait la CFDT dans l'usine, avec les travailleurs, tous les jours»* affirme un militant. *«Nous avons voulu changer cela en nous dotant d'un moyen supplémentaire important pour parler de notre action, populariser nos positions, donner la parole à ceux qui ne l'ont pas, et aux associations dont les positions sont en convergence avec les nôtres».*

## Emploi et conditions de travail

Plaçant complètement leur radio comme arme de lutte, moyen pour les travailleurs de gagner leur lutte pour leur emploi, les militants CFDT ont profité de l'occasion pour faire le point sur la situation. Actuellement, nous sommes en présence de deux projets dont l'un surtout semble assez avancé, la solution PROFEL dont le plan doit être incessamment déposé. *«De toute façon*, disent les cédétistes, *nous étudierons toutes les solutions sérieuses que l'on nous proposera ; de tous les points de vue : économique, financier, social... Il s'agit de plus, de lier la question du maintien de l'emploi à celle de l'amélioration des conditions de travail».* Ils savent de quoi ils parlent : le 1er octobre, André Dufour comparaissait devant le tribunal correctionnel de Bobigny, à propos d'un accident du travail qui avait coûté la vie à un travailleur immigré en 1979.

Les militants CFDT de Montreuil ne veulent pas se laisser réduire au silence par qui que ce soit. Ils l'ont affirmé très nettement en lançant leur radio. RDL fait une expérience de 5 jours. Un bilan sera tiré et des décisions prises en fonction de cela pour la poursuite.

**G.P.**

# Thermos à Grenoble : le nucléaire banalisé

Après avoir cru pouvoir imposer facilement sa politique électro-nucléaire, le gouvernement se heurte de plus en plus à la résistance des travailleurs et des populations concernées :

— Lutte du CHS à la Hague, sur les problèmes de sécurité des personnels traitant les déchets et les combustibles irradiés.

— Dénonciation par les syndicats des problèmes de fissures dans les centrales de Tricastin, Dampierre et Gravelines, qui a obligé à un arrêt momentané de leur fonctionnement.

— Manifestation à Malville contre les risques énormes des surgénérateurs.

— Luttes locales contre l'implantation de centrales comme à Plogoff où la population ne s'est pas laissé berner.

Pour tenter de reconquérir le terrain perdu dans l'opinion publique, le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) propose de chauffer la ville de Grenoble avec un petit réacteur nucléaire, baptisé «Thermos» : ce serait en effet une aubaine de prouver que le nucléaire peut être utile aux populations, dans une ville à la pointe du progrès et de pouvoir relancer ainsi la campagne en faveur du tout-nucléaire.

Depuis fin 1979, le CEA propose à la ville de Grenoble la construction gratuite d'un prototype de réacteur à raccorder à son réseau de chauffage urbain (deuxième de France après Paris). Le dialogue s'ouvre alors avec la mairie (majorité PS) qui gère la compagnie de chauffage. Il a déjà fallu neuf mois d'études approfondies pour montrer simplement qu'il est techniquement possible de raccorder Thermos au réseau grenoblois, au prix de la construction d'une chaudière d'appoint aussi puissante que le réacteur, d'un fonctionnement en surchauffe du réacteur lui-même par rapport au projet initial (130° centigrades au lieu de 120°), d'une modification du réseau existant et de la construction d'un nouveau réseau c'est-à-dire 150 millions de francs à rajouter aux 300 du réacteur. Restera en 1981 à savoir quelle part paieront le CEA et la municipalité.

Dans ce contexte, la coordination énergie-développement se mobilise localement pour obtenir un débat sur les problèmes d'énergie et promouvoir les solutions de rechange. Ce regroupement comprend la gauche, le PCF, la CFDT, les écologistes, le PS, le FRAPNA, les *Amis de la Terre* et d'autres organisations (CSF, CLISACT, antinucléaires, etc.) L'unification se fait contre le projet Thermos sur les bases suivantes :

— Thermos est mal adapté au réseau grenoblois et encore moins aux quelques autres réseaux existant en France.

Il y a autre chose à faire sur la région et au plan national : économie d'énergie (isolation), développement des ressources locales (ordures ménagères, récupération de la chaleur des usines de l'agglomération, géothermie, charbon de la région, etc.)

— On doit partir des besoins de la population et non les créer de toute pièce pour vendre du nucléaire.

Y aura-t-il un vrai débat à Grenoble sur cette question si le CEA maintient son projet après mai 1981 ? La mairie organisera-t-elle un référendum avant de prendre une décision à l'automne 1981 ? Comment la population grenobloise pourra se forger un point de vue et le faire valoir ? Autant de questions à suivre.

**Correspondance Grenoble**

# Nantes : vers les «*6 heures*» pour l'Afghanistan

Un appel pour la tenue de *«6 heures pour l'Afghanistan»* vient d'être rendu public à Nantes cette semaine. Il s'agit comme l'ont expliqué les initiateurs de l'appel dans une conférence de presse, de riposter à l'invasion soviétique et d'apporter un soutien de gauche à la lutte que mènent les mouvements de résistance intérieure afghans.

Refusant l'alternative *«ou l'on est du côté des Américains, ou l'on est du côté des Russes»*, ils entendent faire connaître la réalité de la lutte de Résistance et combattre les contre-vérités assénées depuis février par la presse du PCF qu'il s'agisse de celles tendant à légitimer l'aide du grand frère soviétique volant au secours du socialisme en danger ou encore celles visant à amalgamer la résistance qui lutte dans le pays à des forces féodales, obscurantistes et réactionnaires.

Enfin, les initiateurs ont souligné le facteur dynamique important que constituait la mobilisation pour ces *«6 heures»* d'un éventail très large des forces syndicales, de la gauche et de la gauche révolutionnaire. En effet, dans la liste des 30 premiers signataires de l'appel rendu public dans la presse régionale, on retrouve ensemble des syndicalistes des deux principales centrales ouvrières, connus dans la région nantaise pour leur présence sur le terrain des luttes, les principaux animateurs du mouvement associatif nantais (CSCV, Paysans-Travailleurs, MRAP notamment) de militants et d'un responsable national du mouvement de la paix ainsi que de militants du Parti Socialiste, certains responsables municipaux, de militants maoïstes du PCRml. Enfin, la composante de militants du PCF qui aujourd'hui refuse l'alignement de leur parti avec la politique internationale soviétique se trouve représentée par l'engagement de Yvon Quinioux, responsable fédéral du PCF de Vendée.

C'est à titre individuel bien entendu que chacun de ces intitiateurs s'est solidarisé à l'appel aux *«6 heures»* et le gala reflétera les sensibilités différentes qui s'expriment dans le collectif d'initiative. Deux colloques consacrés à la question afghane ont permis ce rassemblement, avec successivement un membre du mouvement de soutien à la résistance afghane constitué après les *«6 heures»* de Paris en juin et un représentant de la résistance afghane de l'intérieur.

L'ensemble de ces militants politiques ont débattu longuement. Pour les militants du PCF présents, conscients des conséquences de la politique soviétique qui selon eux favorise les campagnes de la bourgeoisie et peut favoriser le recul du marxisme dans leurs rangs, il ne s'agissait pas non plus de s'engager à la légère. Qu'en est-il du caractère réactionnaire ou féodal de la résistance ? Tels étaient leurs questions. C'est d'une certaine manière la même préoccupation dont faisaient état des militants anti-impérialistes de longue date, déçus par l'évolution du Vietnam et du Cambodge. Aux interrogations, aux doutes, les éclaircissements et le débat ont fait suivre un accord général, cela sans doute aussi parce que la présence en nombre de syndicalistes confrontés sur le terrain à *«l'ombre de Kaboul»* a forcé chacun des participants à dépasser ses a-priori et prendre position.

Et d'ores et déjà, les *«6 heures»* de Nantes com porteront, en sus des intervention des initiateurs, une part importante consacrée au débat. Dans les semaines qui viennent, l'appel qui sera diffusé largement par de multiples réseaux militants, amorcera une réfléxion large sur ces questions mais dans le cours même des *«6 heures»*, un débat sera organisé avec la présence d'historiens, de militants anti-impérialistes que le collectif contacte aujourd'hui. C'est qu'il s'agit de faire de ces *«6 heures»* non pas seulement une manifestation de désapprobation de la politique soviétique mais aussi le tremplin à un soutien plus massif à la résistance afghane, dans sa lutte pour l'indépendance.

**Correspondance Nantes**

# Afghanistan : dix mois après l'invasion, les Russes s'enlisent

**Babrak Karmal, secrétaire général du Parti Démocratique et Populaire d'Afghanistan, président et premier ministre installé au pouvoir par les Soviétiques, est arrivé le 16 octobre à Moscou pour une *«visite officielle d'amitié»*. Dix mois après l'invasion russe en Afghanistan, c'est donc à ses protecteurs que Karmal a réservé son premier voyage officiel hors des frontières afghanes. Il faut dire qu'au vu de la situation, il y avait certainement matière à discussion. Bien sûr, la presse soviétique s'évertue à faire croire que *«la situation est en train de se normaliser»*. On peut même lire dans le journal *La Russie Soviétique*, cette affirmation qui ne manque pas de souffle : *«Les Afghans résistent de plus en plus activement aux mercenaires étrangers»*. En l'occurence, les seuls *«mercenaires étrangers»* auxquels s'affronte la résistance afghane, sont précisément les troupes soviétiques. Et c'est vrai que les Afghans leur résistent de plus en plus activement, comme en témoigne le cuisant échec subi par les troupes russes dans la vallée du Panjchir.**

**Cette défaite est très importante. Fin août, les Russes avaient lancé dans cette vallée des forces terrestres et aériennes considérables. Ils voulaient par cette offensive massive écarter les menaces permanentes que fait peser la résistance afghane sur la *«piste Brejnev»*, en cours d'élargissement. Cette route relie Kaboul à l'URSS. En même temps, ils escomptaient anéantir cette résistance, qui joue un rôle de plaque tournante entre les différentes régions, entre les différents fronts de la résistance (Hazaradjat, Badakhshan, Nouristan). Or d'après la résistance, les Russes ont laissé dans la vallée du Panjchir 2 000 morts et 80 chars blindés détruits. Sans compter que pour la première fois, 4 hélicoptères blindés ont été abattus, ce qui atteste que des troupes de l'armée officielle afghane ont rallié la résistance avec du matériel de DCA !**

**Sur tous les plans, le régime de Karmal et les Russes rencontrent de plus en plus de problèmes. C'est que nous explique M. Chiran, représentant du Front des combattants modjahed, qui était encore en Afghanistan il y a 6 semaines.**

## Interview de M. Chiran, représentant du Front des combattants modjahed

**Recueillie par Monique CHERAN**

▶ **Il y a dix mois que les Russes sont entrés à Kaboul, dix mois que le gouvernement de Babrak Karmal est en place. Et de toute évidence, pour les Russes et pour Karmal, les choses ne se passent pas très bien. Comment l'expliques-tu ?**

Les difficultés du gouvernement actuel de l'Afghanistan s'accumulent, surtout depuis l'invasion soviétique qui n'a résolu aucun problème, mais en a, au contraitre, créé de nouveaux.

D'abord, il faut voir les contradictions qui existent entre les deux partis au pouvoir, Parcham et Khalq. Quand les Soviétiques ont attaqué et envahi l'Afghanistan, ni les militants du Khalq, ni ceux du Parcham n'étaient au courant de cette invasion. Ils ont été mis devant un fait accompli. Ils se sont posé des questions, surtout ceux du Khalq, la tendance d'Amin, qui était au pouvoir avant l'intervention russe. Ils ont pris un coup, et dès le lendemain, certains, inquiets, se sont cachés, sont passés à la clandestinité, contre le gouvernement de Babrak Karmal.

Dans l'administration, mis à part quelques ministres, rien n'a changé. Que ce soit dans les ministères, dans l'armée, ou dans l'administration des villes et des régions, ça n'a pas changé. Sauf les ministres. Pour le reste, ce sont les anciens khalqis qui sont au pouvoir et quelques parchami. C'est-à-dire qu'à la base ça n'a pas changé, c'est le même système qui travaillait depuis deux ans.

▶ **Comment ces contradictions se répercutent-elles dans les administrations ?**

Quand un ordre arrive dans une administration, à la fois pour les khalqis ou les parchamis, il est toujours interprété de deux façons. Les khalqi interprètent à leur façon, au bénéfice des militants khalqi, et les parchami interprètent à leur manière, contre les khalqi. Quand deux présidents travaillent sur un même décret, soit dans l'enseignement, soit dans l'armée ou les finances, ça ne marche pas. Le khalqi l'applique d'une façon, le parchami d'une autre. Au bout d'une semaine ou deux, chacun envoie son résultat au ministère. Mais il y a deux résultats complètement différents. Alors c'est annulé...

De plus, ces militants ne sont pas nombreux. Ils ont certains postes clés. Mais les gens qui travaillent dans les administrations, qui y travaillaient déjà à l'époque de Daoud, à l'époque du roi, et qui ne sont pas organisés dans ces partis, laissent pourrir la situation, surtout depuis l'intervention soviétique. Ils ne font pas part de leur expérience, ils ne montrent pas aux khalqi et aux parchami comment l'administration pourrait mieux fonctionner. Si bien que c'est la pagaille. A leur façon, ils travaillent ainsi pour le bien du peuple. Il faut préciser que les militants du Khalq et du Parcham sont une minorité de minorité. La politique des Soviétiques a toujours été depuis le début de sauvegarder un certain équilibre des deux partis, malgré les contradictions qui existent entre eux. Bien sûr, maintenant que les parchami sont au pouvoir, ils essaient d'une façon ou d'une autre d'éliminer les khalqi. Mais les Russes le leur ont interdit. Pour les postes importants, au niveau de l'armée ou des différents ministères, c'est les Soviétiques qui décident. Aucun parchami n'a le droit de se plaindre d'un khalqi, ce n'est pas lui décide, c'est un conseil des Soviétiques dans l'administration qui décide les changements de personnel. Khalqi et parchami se bouffent entre eux, mais ils n'ont pas le droit de bouger, d'éliminer un membre de la tendance adverse.

▶ **Dans ces conditions, que reste-t-il d'influence aux deux partis au pouvoir ?**

C'est là un autre facteur de désintégration du régime. Partout c'est la fuite des gens du parti et des différentes administrations. Dans tous les secteurs, dans tous les ministères, il y a une fuite. Quand les khalqi ont pris le pouvoir en avril 1978, il y avait des gens qui pensaient que maintenant c'en est fini de Daoud, de la royauté, qu'on avait désormais au pouvoir un parti qui parlait toujours du peuple, des paysans... Ces gens-là sont allés au Khalq, ils n'avaient pas de point de vue politique très précis, il y avait parmi eux des arrivistes, des opportunistes. A cette époque donc, il y a eu un certain afflux vers le parti. D'autant plus qu'on parlait beaucoup de réforme agraire, et certain se sont dit qu'en étant au parti, ils profiteraient de la réforme agraire. Cela a duré jusqu'au coup d'Etat d'Amin contre Taraki. Le coup d'Etat d'Amin a stoppé cet afflux. Les gens ont commencé à se méfier des propositions que leur faisait le parti Khalq pour travailler avec lui. Et quand les Russes sont intervenus en Afghanistan, on a assisté au phénomène inverse, beaucoup de gens n'ont plus voulu travailler avec ce parti, et beaucoup de ceux qui y étaient entrés ces deux dernières années en sont repartis.

▶ **Et dans l'armée ?**

C'est le même phénomène de fuite dans l'armée. Déjà à l'époque d'Amin, le salaire des officiers, qui était pourtant élevé, avait doublé. A l'époque du roi et de Daoud, ce salaire atteignait déjà presque le double des salaires civils. Sous Amin, sous prétexte que la patrie était en danger, quand on avait fini son service militaire, on ne pouvait pas partir, on ne vous donnait pas le papier qui vous permettait de rentrer chez vous. Ce qui se passait, c'est que les soldats ne se battaient pas sérieusement contre la résistance, et dès qu'ils le pouvaient, ils allaient la rejoindre.

Après l'intervention soviétique, ils ont encore augmenté la solde de mille afghanis pour les trente mille soldats qui étaient restés. Mais aujourd'hui la fuite est très, très sérieuse, les soldats n'attendent même plus leur papier. Dès qu'ils trouvent un moyen, ils passent à la résistance, avec armes ou sans armes. A tel point que dès qu'ils ont fini leurs études, les étudiants quittent l'Afghanistan pour ne pas aller à l'armée. Il y a deux mille élèves et étudiants qui sont partis au Pakistan.

Pour les étudiants, il y a une ancienne loi qui stipulait que s'ils voulaient rester 6 ans dans l'enseignement, ils étaient exemptés de service militaire. Et maintenant, même ceux à qui il ne reste que dix jours avant d'avoir terminé leurs 6 ans de professorat, doivent faire leur service. Cela, parce qu'il y a une énorme fuite dans l'armée.

▶ **Et à la campagne ?**

Dans la campagne, l'administration officielle du gouvernement n'existe pas. Hors des villes, il n'y a pas d'organisation d'Etat qui travaille. Les différents ministères de Kaboul y ont bien leur succursale, mais tout cela est paralysé. Parce que la campagne est coupée. Il n'y a plus d'impôt, il n'y a pratiquement pas de commerce, aucun recrutement pour l'armée. L'école, c'est fini ; toutes les écoles qui étaient à la campagne ne fonctionnent plus.

▶ **Sur le terrain politique, comment Karmal et les Russes ont-ils essayé de se sortir de cette situation ?**

Babrak Karmal a fait une proposition, non pas à la radio et à la télé, mais au comité central. Il a lancé l'idée, sans doute sur les conseils des Soviétiques de séparer l'Etat et le parti. Les ministères,le gouvernement, seraient dans les mains des gens qui auraient un minimum d'expérience de l'administration, qui pourraient mieux diriger les affaires du pays. A côté de ces gens-là, il y aurait le parti qui n'interviendrait pas ouvertement dans les affaires du gouvernement. Mais il surveillerait toujours la politique intérieure et extérieure, et le gouvernement serait responsable devant le parti. Cette proposition a donc été faite devant le comité central. Et je me demande si en ce moment, où Karmal est à Moscou, ils ne parlent pas de cette affaire-là. Mais ça ne marche pas. Ils ont déjà fait l'expérience, en prenant quelques ministres à l'extérieure du parti. Par exemple le ministre du Commerce, de la Santé Publique, et deux ou trois autres. Ils croyaient montrer ainsi un certain libéralisme. Mais leur présence au gouvernement n'a eu aucun effet, les gens n'ont pas vu de différence.

Quand Karmal a pris le pouvoir, il a essayé d'envoyer dans les campagnes des gens qui en étaient originaires, pour essayer de résoudre certains problèmes. Ils avaient pour mission de proposer à ceux qui avaient une influence à la campagne, des sommes d'argents et du blé soviétique. A condition bien sûr qu'ils déposent les armes. En même temps, ces envoyés de Karmal disaient aux gens : *«L'armée soviétique n'est pas une armée d'occupation, elle est venue pour nous libérer d'Amin»*. Les gens disaient : *«Amin est parti, pourquoi les Russes sont-ils toujours là ? Qu'ils partent, et on posera les armes»*. Alors les envoyés ajoutaient : *«Mais comment allez-vous vous battre contre l'armée soviétique, qui est ultra moderne, alors que vous, vous n'avez rien ? Si vous n'acceptez pas la propostion de Babrak Karmal, c'est-à-dire le blé et l'argent, vous vous ferez battre...»* Le peuple et la résistance ont carrément refusé cette politique, ils ont refusé le blé et l'argent.

On peut donner quelques exemples célèbres :

— Le colonel Gader, envoyé de Babrak Karmal, qui est originaire de la région d'Herat, a été très mal reçu par les habitants d'Herat, à coups de tomates, d'œufs pourris. Il n'a même pas pu faire son discours.

— Au début de janvier 1980, Goulabzoï, ancien khalqi, ministre de l'Intérieur n'a pas pu avoir le contact avec le peuple de Paktia : pourtant, il avait pris soin d'envoyer le Coran et un mouton, suivant une très ancienne tradition afghane qui rend intouchable celui qui fait cet envoi.

▶ **Karmal présente son régime comme un régime démocratique, différent de celui d'Amin. Quelles tentatives a-t-il faites pour le faire croire ?**

Quand Babrak Karmal a pris le pouvoir, il a tout de suite dit que maintenant, il y avait la liberté, la liberté de religion, la liberté d'opinion, l'inviolabilité du domicile sous aucun prétexte. Il fallait se rassurer, il n'y aurait pas de problème, parce que son gouvernement était un gouvernement libéral. Mais en même temps, il disait que toutes les opinions exprimées ne devaient pas être contraires aux *«acquis de la révolution du 27 avril»*. Or ce qu'a donné en deux ans la *«révolution d'avril»*, la population n'en veut pas. Ce que proposait Karmal, c'est que tout le monde vienne dans une sorte de *«front patriote»* ayant à sa tête le Parcham et le Khalq. Mais les gens ne veulent pas de cela. Ce qu'ils disent, c'est que c'est impossible de discuter avec l'Etat tant que les Russes seront là.

Dans la région de Daressouf, de Badakhshan, dans toute la

campagne, il a essayé de renouer le contact. Mais la réponse de toutes les résistances, en gros a été celle-là : d'abord il faut que les Russes sortent. Deuxièmement le ministère de l'Intérieur a affiché qu'à peu près 15 000 personnes étaient disparues à l'époque d'Amin. Et en réalité, c'était 31 000 personnes. Les gens ont demandé : *«Où sont nos prisonniers ?»*. Troisièmement, les gens ont dit : *«La police de l'époque d'Amin a réprimé sauvagement, ils ont enterré des gens vivants, ils leur ont fait subir toutes sortes de tortures. Il faut que ces tortionnaires soient jugés. Ou bien le gouvernement doit les juger officiellement, ou bien, s'il n'ose pas, qu'il nous les laisse, nous on va les juger.»* Enfin, ils demandaient que le président de la République soit élu au suffrage universel. Et si Karmal était élu au suffrage universel, alors d'acccord, ils accepteraient son autorité... Autant de choses que Karmal ne peut accorder.

**▶ Il ne semble pas que la situation du gouvernement puisse s'améliorer ?**

Il faut bien comprendre que le peuple afghan, depuis des années, à l'époque du roi Daoud, à l'époque de Taraki et Amin, a beaucoup souffert. De différentes manières, à différents niveaux. Mais maintenant, depuis que, en dehors des villes, il n'y a pas de représentant du gouvernement, la campagne est libre, les gens se défendent avec tout ce qu'ils ont dans les mains. Ils ont créé leurs comités, leur police, leur justice. C'est très important, les gens se sentent libres. Dans différentes régions, ils ont élus eux-mêmes leurs comités, ce sont des gens qu'ils connaissent très, très bien. Maintenant, ils se sentent libres d'aller exposer leurs problèmes, économiques ou juridiques auprès de ces conseils. Et d'après la coutume ou les lois coraniques, ces problèmes sont résolus. Ils n'ont bien sûr pas envie de s'adresser au gouvernement, tellement ils ont un mauvais souvenir des différents gouvernements qui prenaient toujours de l'argent au peuple, qui avaient toujours une attitude répressive. Et au fond, ils étaient incapables de résoudre les problèmes du peuple. Donc pas question de s'adresser à lui pour régler les problèmes, ils se sont organisés pour le faire eux-mêmes.

**▶ Quelles difficultés rencontre l'armée soviétique ?**

Les Soviétiques ont beaucoup de problèmes pour se déplacer, les routes ne suffisent pas. Leurs blindés ne sont pas tellement maniables sur les pistes. Depuis Taraki et Amin, beaucoup de pistes sont coupées. Soit que les gens ont bloqué la piste en y jetant des rochers, là où les vallées sont très étroites, soit que les dégâts provoqués par les torrents n'ont pas été réparés par les gens, comme ils le faisaient auparavant. Beaucoup de pistes ne sont donc pas praticables, c'est pour cela que les Russes ne pourront pas pénétrer dans l'intérieur des régions libérées. S'ils avancent de vingt ou trente kilomètres, ils ont quand même des problèmes d'approvisionnement et de surveillance. Et quand l'hiver arrive et que la neige tombe, ça leur pose beaucoup de problèmes. Les Afghans, eux, ont l'habitude, ils connaissent bien les villages...

Pour les Russes, le seul moyen c'est d'utiliser toujours l'aviation. Ils bombardent les différentes zones de résistances, comme Hera, l'Hazaradjat, le Panjchir, le Badakhshan, le Kunar, Capissa, Kodamiin, Jalalabad... et ils font demi-tour. Mais après les bombardements, ils n'ont pas les moyens de tenir le terrain. C'est impossible de rester sur place, et ça leur pose de gros problèmes de sécurité la nuit. C'est ce qui fait que c'est surtout l'aviation qui attaque, tandis que l'armée de terre n'est pas très opérationnelle.

Au début, les résistants ne connaissaient pas cela, c'était la première fois qu'ils voyaient des avions de combat. Ils ont tiré sur les hélicoptères blindés avec leur fusil de chasse. Ces hélicoptères portaient des roquettes sous leurs ailes. Mais cela ne donnait rien du tout, au contraire les Russes repéraient les résistants, lançaient des roquettes contre eux. Très vite, la nouvelle est passée d'un front à l'autre, d'une résistance à l'autre. Et dès que les avions arrivent, surtout les hélicoptères blindés, (parce que les MIG ne sont pas très opérationnels, ils doivent voler trop haut, ils ne voient pas), les Afghans rentrent dans leur trou, sous les rochers. Tant qu'il y a des bruits d'avion, ils ne sortent pas. Mais dès que l'avion quitte le ciel de la résistance, ils sortent. Au début, à la campagne, on ne savait pas ce que c'était les tanks ou les chars, quand on voyait arriver ces gros engins, cela faisait peur aux gens. Maintenant, les combattants savent attaquer les chars et les paralyser. Les chars ne leur font pas peur. En général, c'est d'abord les chars qui arrivent dans une région, puis, entre un quart d'heure et une demi-heure après, c'est les avions. Ils font vite, ils ne restent pas. Et quand les avions sont partis, les résistants attaquent les chars. La résistance essaie de ne pas faire de combats serrés pendant la journée, parce qu'il fait trop clair. Le combat de la résistance commence quand la nuit va tomber. Les tanks ne connaissent pas la campagne, ils ne connaissent pas la région, les résistants, eux, savent par où il faut les attaquer. Et la nuit, les Russes ne peuvent pas tellement utiliser les avions. C'est pour cela qu'ils ne vont pas beaucoup à l'intérieur. A un moment donné, il faut qu'ils fassent demi-tour, ils ne peuvent pas rester sur place pendant la nuit.

Il faut voir aussi où en est le moral des troupes soviétiques. On a pu avoir un certain nombre d'informations là-dessus. Des combats, il n'y en a pas tous les jours. Les camps sont en général en dehors des villes, dans les montagnes et les déserts. Pendant des semaines et des semaines, les soldats sont sur place, ils n'ont rien à faire, et ils ont la nostalgie du pays, de leur famille. Ces soldats de l'armée de terre n'ont pas grand chose à faire, ont trouvé le plaisir du haschich. D'autant plus que même aujourd'hui, pour les soldats soviétiques, les raisons de leur présence ici, ne sont pas bien claires. Quand ils sont arrivés en Afghanistan, ils croyaient qu'ils allaient se retrouver en face de l'armée américaine ou de l'armée chinoise ! Et ils n'ont trouvé aucune trace d'autre intervention étrangère que soviétique. Maintenant ont leur explique que les impérialistes sont de l'autre côté de la frontière et qu'ils aident les «réactionnaires» afghans. Ils ne risquent pas de mettre leur peau en danger. C'est sûr qu'ils ne se battent pas comme pendant la guerre de 40, ils n'ont pas le moral.

Au niveau de certains responsables militaires soviétiques, on

sait de façon certaine qu'ils ne comprennent pas. Ils ont vu, au cours des bombardements, que c'étaient bien des Afghans qui, avec des moyens rudimentaires, de simples fusils à plomb tiraient sur les avions soviétiques. Ils ont pu constater que la thèse de Moscou et de Kaboul était fausse, ils n'ont pas vu d'aide militaire étrangère. Ils ont quand même une sorte de doute, on leur a parlé d'ingérence étrangère et ils se retrouvent en face du peuple afghan.

**▶ Où en est la résistance aujourd'hui, du point de vue de son organisation ? Va-t-on vers une unification de la résistance et du peuple afghan ?**

Pour expliquer cela, il faut se reporter à la période qui précède le coup d'Etat de Taraki et Amin en avril 1978. A cette époque, **c'était pratiquement impossible** de penser à une certaine unification du peuple afghan. Pourquoi ? Il y avait d'abord le problème de la religion : il y a différentes sortes de cultes, chiite, sunnite, ismaélite, il y a des hindous... Il y a aussi un problème de langages. En Afghanistan, on parle à peu près trente langues. De plus, à cause de la géographie même, les communications ont toujours été difficiles. Si bien que les campagnes sont toujours restée renfermées sur elles-mêmes, avec leurs traditions, leurs modes de vie, leur économie et leur manière de penser. C'est une particularité de la vie afghane.

Cinq ou six mois après le coup d'Etat pro-soviétique de 1978, on ne pouvait pas encore vraiment parler de la résistance, c'était une autodéfense. Mais l'idée faisait son chemin que, pour lutter contre le gouvernement, il fallait être unis. Les gens pensaient que le gouvernement de Taraki et Amin n'était pas un gouvernement national, mais un gouvernement pro-soviétique, et que tôt ou tard, il allait vendre le pays aux Soviétiques.

Mais peu de gens pensaient qu'il y aurait une intervention soviétique directe. Quand les Russes sont entrés en Afghanistan, cela a été un grand choc pour toute la résistance, dans tout le pays. L'idée d'unification a alors avancé. Mais sur quoi s'unfier ? Deux grands axes se sont imposés. D'abord, que les petits conflits religieux étaient secondaires, qu'on n'était pas d'abord chiites, sunnites, ismaélites,mais musulmans. Et en même temps, on habite tous en Afghanistan, on est tous opposés à l'armée d'occupation soviétiques, on se bat tous contre elle. Pachtounes, Baloutches, sunnites, chiites, Ouzbecks, Nouristanis, Hazaras... Toutes ces différences ne sont pas une raison pour ne pas mener un combat ensemble contre les Russes. L'unité se construit donc autour de deux choses : contre les Russes, pour l'Islam.

**▶ Comment cette unification se passe-t-elle sur le terrain ?**

Il a été nécessaire de réorganiser ce qui était né spontanément au niveau de chaque vallée, de chaque campagne qui luttait auparavant d'une façon autonome contre les agents du gouvernement. Ainsi, maintenant, le Hazaradjat est unifié. Auparavant à l'époque d'Amin et de Taraki, il y avait douze organisations qui se battaient à travers tout le Hazaradjat. Après l'intervention soviétique, ces douze organisations se sont mises d'accord pour former une sorte de parlement, qui s'appelle Conseil de l'Alliance Islamique. Tous les cantons ont envoyé deux délégués à Waras. Ils sont maintenant 84 délégués qui travaillent ensemble en tant que parlement. Ils ont leur police, leur justice, leur armée, pour tout le Hazaradjat. C'est très important.

C'est la même chose au Nouristan. Là aussi, du temps de Taraki et Amin, il y avait plusieurs organisations. Maintenant, ils ont créé un Front du Nouristan. Et entre ces deux régions, les échanges se sont sérieusement développés. Le Front du Nouristan a reçu des délégués du Hazaradjat, et de même dans l'autre sens. Il y a maintenant des échanges de lettres, possibilité de discuter et de mener un combat ensemble, de se mettre d'accord avec toute la résistance dans l'ensemble du pays.

Bien sûr, il y a beaucoup d'obstacles concrets dans la réalisation de cette unification de la résistance. Pour mettre en relation tous les mouvements de résistance qui se battent dans tout le pays, il faut avoir des moyens de contact. Aujourd'hui que les routes et les grandes pistes sont contrôlées par les Soviétiques, c'est très difficile pour les relations d'une région à l'autre. Il faut aller à pied, et c'est très long. Entre l'Est et l'Ouest par exemple, pour un aller et retour, il faut deux mois. Pour les discussions, si quelque chose n'est pas clair, s'il faut revenir pour avoir de nouvelles explications, c'est très long. C'est le côté difficile au niveau de l'information, des déplacements d'une région à une autre. Mais tout le monde essaie d'établir des contacts entre les différents fronts qui existent en Afghanistan.

**▶ Comment s'organise la vie dans les régions libérées ?**

Je disait qu'ils ont leur justice, leur police, leurs comités. Ils ont mis en place un impôt, pour soutenir les gens qui combattent. L'impôt est divisé par village, par famille, tant de blé, tant de sucre si possible, tant de viande...

Il y a un comité qui s'occupe de ça. C'est donc les gens des villages qui se chargent d'approvisionner les combattants. Ce n'est pas toujours facile, vu que les campagnes sont coupées des villes, et que pour certains produits, les campagnes sont absolument dépendantes des villes : pour les boîtes d'allumettes, le sucre, les tissus, les piles pour les transistors, le thé, l'alcool à brûler pour éclairer les maisons, ... Et là, c'est coupé, ça pose un problème économique très grave pour la campagne afghane (surtout pour le Hazaradjat). Mais malgré ces difficultés importantes, on est passé d'un stade très peu organisé, à un stade d'organisation au moins au niveau de la région. Et on espère que d'ici quelque temps, on arrivera à créer cette unité nationale...

### De quoi a besoin la Résistance ?

Quand on demande à un résistant afghan ce dont il a besoin, comment on peut l'aider dans son combat, que ce soit dans la Hazaradjat, dans le Nord, à Herat... partout où je suis allé, c'est toujours la même réponse : *«Il nous faut des armes. Sans armes, on ne peut pas tenir le coup, on ne peut pas faire la guerre»*. Les cartouches par exemple, coûtent très cher. Pour les fusils, les gens achetaient les cartouches à 200 afghanis pièce, c'est-à-dire l'équivalent de 20 francs français. En Afghanistan, avec cette somme, on peut faire vivre une famille de cinq membres pendant quatre ou cinq jours. Mais pour se défendre, les gens ont quand même acheté des cartouches à 200 afghanis. C'était à l'époque de la disette en armes, j'ai fait la calcul qu'en moyenne aujourd'hui, le prix d'une cartouche c'est à près 10 francs pièce.

Les fusils, ce sont les anciens fusils ; ils sont mieux que les kalachnikovs, qui ne tirent pas correctement à plus de 600 mètres. Tandis que les anciennes carabines anglaises, américaines ou allemandes sont bonnes jusqu'à un kilomètre et demi. Le prix de ces fusils a considérablement augmenté. Un bon fusil coûte 80 000 afghanis, c'est-à-dire 8 000 francs, ce qui est une somme énorme. Pour se faire une idée, le salaire d'un instituteur est de 1 600 afghanis, 160 francs. Ce qui manque aux Afghans, ce n'est pas le courage, c'est les armes. La résistance afghane a subi beaucoup de pertes, mais elle tient le coup. Les armes qu'ils avaient auparavant, ou celles qu'ils ont prises sur l'armée d'Amin ou de Taraki, ou encore sur l'armée russe, ce n'est pas suffisant. Ce qu'attend vraiment la résistance, c'est des armes.

Ce qu'il faudrait aussi, c'est trouver un moyen contre les hélicoptères blindés, qui sont redoutables.

# Etats-Unis : deux candidats médiocres devant les électeurs américains

## 2 - L'incertitude de l'avenir

Par Bob BRYANT

**La semaine dernière, nous commencions à répondre à la question que tout le monde se pose aux Etats-Unis : *«Comment en est-on arrivé là»*, avec deux candidats très médiocres qui se disputent la présidence, alors qu'ils n'inspirent confiance à personne... Est-ce, comme on le dit volontiers ici, la «faute aux primaires», ce système fort long qui aboutit à la désignation du candidat de chaque parti ? Sans doute faut-il chercher ailleurs les véritables causes de cette mauvaise comédie politique... Beaucoup de choses ont changé depuis 1976, qui avait amené Carter au pouvoir : une situation économique fortement détériorée, et au plan international, la conscience que l'époque où les Etats-Unis dominaient sans partage le monde est révolue... Et pour la première fois peut-être, le sentiment que l'âge d'or est terminé pour l'Amérique... Alors, qui tenir pour responsable, sinon Carter lui-même ? En deux mots, l'état d'esprit général s'est nettement déplacé vers la droite, devant l'incertitude de l'avenir.**

Dans un tel climat, les enseignements de l'histoire restent méconnus. L'idée la plus répandue est toujours que les Etats-Unis sont le pays le plus généreux, le plus riche, le plus démocratique et aujourd'hui le plus injustement dénigré du monde. On reconnaît son imperfection, mais on ne souffre pas qu'il soit comparé à quelque autre pays du monde.

L'idée que la richesse américaine est en partie le fruit de l'extorsion de plus-value en Afrique, en Amérique Latine et en Asie du Sud-Est, ainsi que d'une exploitation impitoyable des Noirs, des Chicanos, des Porto Ricains des nouveaux émigrants du Moyen-Orient, d'Asie, est une idée qui rencontre bien peu d'écho.

La conséquence en est que toutes les formations politiques, à l'exception de l'extrême-gauche s'opposent violemment à toute tentative de redresser l'équilibre Nord-Sud, à toute discussion en vue de ce que l'on désigne par *«nouvel ordre économique mondial»*.

Le moins ironique n'est pas que la masse des électeurs est souvent plus à droite que les partis eux-mêmes dans l'appréciation du nouveau rapport de forces dans le monde. Rockefeller ou Carter, selon les principes définis par la Commission Trilatérale comprennent aisément la nécessité du traité à propos de Panama ou l'utilité de tisser des liens avec Mugabe, le leader de Zimbabwe. Mais dans le même temps, ils expliquent aux électeurs que les problèmes intérieurs sont imputables aux Arabes qui augmentent les prix du pétrole, ou aux pays d'Asie du Sud-Est qui disposent d'une main-d'œuvre à bon marché. Par contre les pays européens ne sont jamais mis en cause bien que leurs exportations deviennent de plus en plus compétitives. C'est là un aspect de propagande raciste qui a toujours alimenté le débat sur les relations avec l'étranger.

Les conséquences d'une telle conduite de la part de la quasi totalité des courants politiques sont graves : à partir du constat que le niveau de vie se dégrade réellement, qu'on devra faire des sacrifices, l'explication selon laquelle c'est la faute des races de couleur à l'étranger ou des communistes offre un terrain favorable à un mouvement populaire nettement orienté à droite.

### Le glissement à droite

C'est d'ailleurs ce qui se passe depuis un certain temps. La haine qui poursuivait les étudiants iraniens est inimaginable. Reagan est pris au sérieux lorsqu'il suggère qu'il aurait utilisé l'arme nucléaire au Vietnam pour en finir rapidement avec une guerre «honorable» qu'on n'aurait pas dû perdre.

En politique intérieure, les retombées en sont également prévisibles. La responsabilité de la crise est attribuée à ceux qui bénéficient du «welfare», les diverses allocations, dont une part appréciable est composée de gens de couleurs. Plus de 40% des jeunes noirs vivant en ville sont au chômage, candidats logiques pour composer les bandes de malfaiteurs qui sèment la terreur dans les villes. Tous les projets économiques des années soixante sont aujourd'hui en recul : les programmes d'embauche des jeunes, l'aide fournie au «inner city core», le centre des villes ou résident particulièrement les gens de couleur et les pauvres en général.

La révolte des contribuables a été l'élément moteur de ce recul. Les Etats-Unis sont beaucoup moins centralisés que la France ; une part appréciable du financement des hôpitaux, des écoles etc. revient au gouvernement de l'Etat ou même à la localité. Le gouvernement fédéral assure souvent une part relativement importante, mais presque toujours en proportion du financement local. La réduction des services publics est devenue importante et touche bien évidemment surtout les pauvres, dans la mesure où tout service est fourni en fonction de la capacité de le payer. (voir encarts)

### L'Amérique selon Reagan

Les deux candidats apportent à des nuances près une réponse identique. Carter a proposé d'importantes réductions d'impôts pour répondre à la révolte des contribuables. Il est cependant surpassé par Reagan qui propose une réduction de 30% des impôts, une augmentation sensible des dépenses militaires, le tout sans aggraver l'inflation. Malheureusement pour lui, l'impossibilité d'un tel miracle est par trop évident. Il a dû en rabattre. Ce qui plaît à une partie de l'électorat américain est la simplicité de Reagan. Celle-ci

## Des crèches à ceux qui paient

Plus de 30 millions d'enfants ont besoin de crèches. Le gouvernement fédéral finance à peu près un million de places, 2 milliards de dollars il y a trois ans. Malgré cette politique d'austérité, des réductions ont eu lieu pour réduire les dépenses fédérales

Où vont les 29 millions d'enfants qui ne bénéficient pas d'un programme fédéral ? En 1976, il y avait seulement 3,3 millions de places dans le secteur privé. Et ces crèches privées ne sonts pas à la portée de tout le monde. Les frais s'élèvent souvent à plus de 200 dollars par mois. Très souvent, les crèches sont organisées uniquement pour faire des bénéfices. En voici une parmi d'autres.

Une salle au sous-sol pour 80 enfants, groupés par âge autour de plusieurs tables. Presque aucune attention individuelle, ni de jouets. Une enquête a conclu : *«Le centre ne comprenait qu'une chose, faire du profit»*.

Cette privatisation des services qui doivent être pris en main collectivement est répandue dans les hôpitaux et surtout les maisons de retraite. Dans tous ces cas, il y a régulièrement des histoires, des morts dues au feu, à la malnutrition, etc., parce que les gérants ne songent qu'à leurs profits. Avec les nouvelles réductions de 14 milliards de dollars, qui va surtout toucher le secteur de la santé, et les services sociaux, on peut attendre encore plus de telles histoires.

## Plus de lits dans les hôpitaux

La réduction de dépenses pour les services publics n'est nulle part plus dramatique que dans les hôpitaux. Long Island, une région de l'Etat de New York tout près de New York City, a ainsi institué un programme de «Treat and Release», (soins et décharge). Comment, ça se passe selon le *New York Times* du 7 septembre 1980 :

Minola, Long Island — Quand une ambulance amène un malade de 60 ans avec des problèmes cardiaques et qui souffre des douleurs dans la poitrine à la salle d'urgence de Nassau Hospital, l'infirmière est ferme : *«Vous ne pouvez pas entrer. Nous ne voulons personne ici. On est fermé. Allez ailleurs. Au revoir»*. Après une longue discussion entre elle et l'ambulancier, l'homme sur le brancard se lève et demande que quelqu'un fasse quelque chose pour lui. A la fin, l'infirmière a fait venir un médecin mais elle lui a dit qu'il pouvait donner des soins au malade mais que l'hôpital n'allait pas lui fournir un lit.

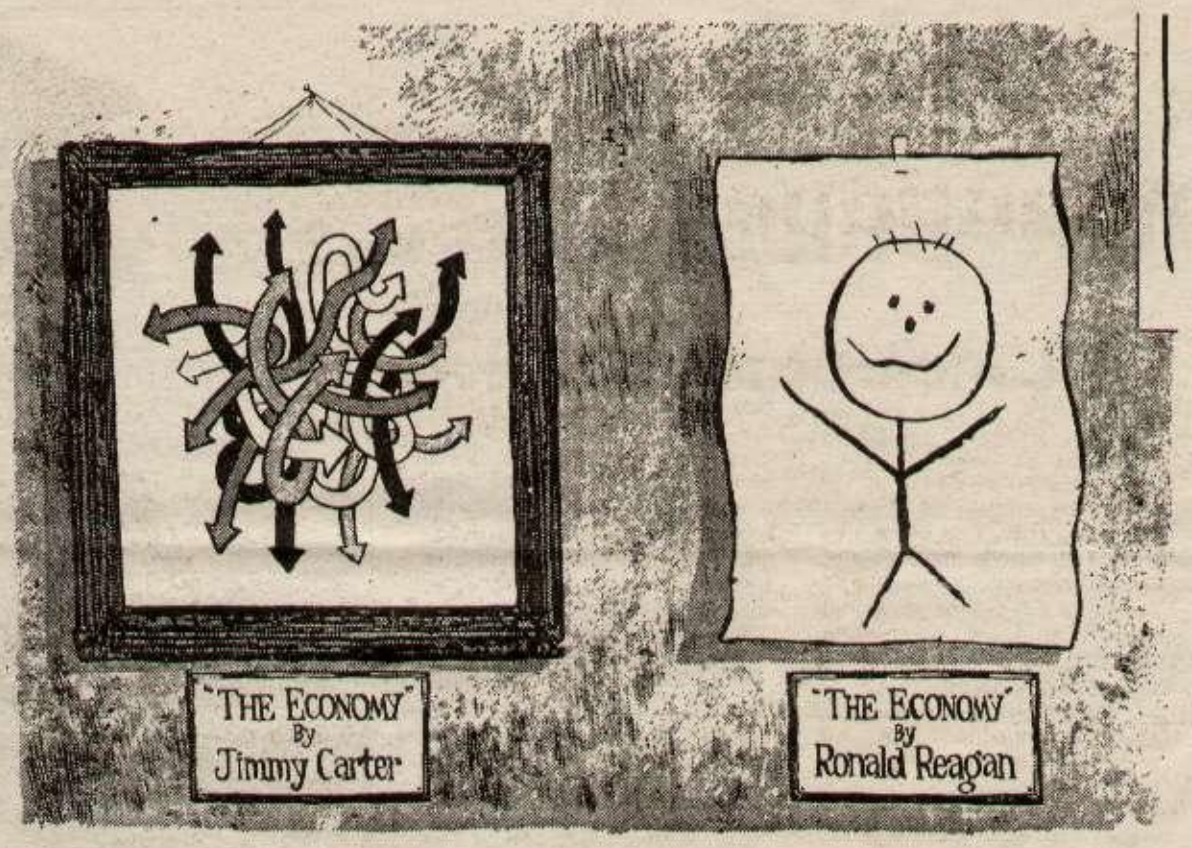
Ce programme de «treat-and-release» est la conséquence logique du manque de lits. Les ambulanciers doivent chercher un hôpital ouvert. Mais parfois la moitié des hôpitaux de la région sont sur «treat-and-release» et les ambulanciers vont quand même aux hôpitaux fermés parce qu'ils ont peur que la condition du malade s'aggrave pendant qu'ils recherchent un hôpital ouvert.

## Peur dans les villes

Un sondage récent a trouvé une population qui vit dans la peur. Quatre Américains sur dix ont une «grande peur» d'être victimes de meurtre, de vol, de viol et d'agression. Un quart ne sort jamais le soir, un tiers téléphone chez eux pour rassurer leur famille qu'ils sont bien arrivés à destination. La moitié est prête à payer plus pour avoir plus de police. Les deux tiers sont pour la peine de mort, et pensent que les tribunaux ne sont pas assez sévères. Neuf sur dix voudraient que la peine de prison soit obligatoire pour les criminels violents, et 45% souhaitent la stérilisation des condamnés récidivistes !

repose sur une vision du monde qui date des années 50 : une puissance militaire largement supérieure en quantité et en qualité qui assure l'âge d'or de l'impérialisme américain qui pouvait installer au pouvoir ceux qui représentaient les intérêts américains. Personne ne contestait une telle attitude, sauf quelques «non américains». Les Noirs attendaient poliment que la charité leur fournisse de quoi survivre. Reagan aime à rappeler que l'initiative individuelle était reine, que les Etats-Unis étaient généreux... (voir encart)

Une telle conception trouve ses racines dans les branches de l'industrie les moins tournées vers l'exportation, mais menacées par les importations croissantes, notamment les PME. Comme Goldwater avant lui, Reagan ne représente en fait qu'une fraction minoritaire du Parti Républicain. Du point de vue régional, il trouve ses appuis dans tous les Etats, sauf dans le Nord-Est. Le Nord-Est, c'est la région, entre Boston et Washington où sont concentrés les grandes institutions multinationales. Ces intérêts auraient préféré un Bush ou un Baker, deux modérés. Reagan a su, un peu tardivement, et par tactique, faire un compromis, en prenant Bush comme co-listier. Ses adjoints les plus proches, surtout en matière économique viennent de plus en plus des milieux économiques proches des multinationales.




## Un programme politique de la droite pour les années 80

L'Institut Hoover, l'un des «think-tanks» (réservoir à idées» américains le plus influent, se situe nettement à droite idéologiquement, il va certainement fournir beaucoup de spécialistes à Ronald Reagan s'il est élu. Il a récemment publié *The United States in the 1980's»*, une collection des contributions de 32 experts. La philosophie politique pour cette décennie est ainsi résumée par les coordonnateurs de l'ouvrage :

*«L'initiative et la responsabilité individuelles doivent se substituer aux directives et contrôles gouvernementaux. Le mécanisme des prix, et non la bureaucratie, doit présider à la répartition de nos ressources devenues rares. Une époque plus dure, plus exigeante, plus périlleuse s'annonce. Nous ne voulons pas transformer notre pays en un Etat-garnison puritain ; mais nous ne pourrons pas survivre que si nous économisons plus que nous ne dépensons, si nous travaillons plus que nous ne nous distrayons, si nous dépensons plus dans le domaine militaire que dans le social. Nous devons remplacer la rhétorique par la résolution, et la détente par une défense dynamique. C'est à nous de choisir».*

La «gaffe» de Reagan à propos de la Chine serait assez révélatrice d'une difficulté à coexister pour les deux composantes de l'équipe Reagan. On se souvient qu'alors que Bush se rendait à Pékin pour assurer les dirigeants chinois de la continuité de la politique américaine, Reagan adoptait une démarche contraire en se référant à Taïwan comme la République de Chine.

Un tel écart de langage étonne moins les journalistes que l'incapacité de ses managers de le contrôler. Dans l'énorme show organisé par des imprésarii politiques que sont les élections américaines, les attitudes outrées de Reagan choquent les amateurs comme de vilains couacs. Elles indisposent car elles laissent penser que la belle machine électorale qui atteint un degré de perfection jamais égalé pourrait se détraquer.

### L'impact de la candidature Anderson

Il y a toujours eu au moins un tiers des électeurs qui s'abstenaient ; l'une des raisons serait que les élections sont organisées le premier mardi qui suit le premier lundi de novembre, donc un jour ouvrable. Mais actuellement une part importante de l'électorat ne se retrouve pas dans la grande machine électorale et ses deux acteurs, Carter et Reagan. Les sondages attribuent jusqu'à 15% des voix d'Anderson. C'est un phénomène déjà connu dans l'histoire des élections américaines ; Georges Wallace, par exemple fut le premier candidat moderne à chercher à gagner la droite, en dehors des partis. Celle-ci constitue aujourd'hui la base de la candidature Reagan. Anderson pour sa part n'a pas cherché à structurer un mouvement politique, car il est trop lié aux institutions qui tiennent pour sacrée la règle des deux partis. En fait la campagne d'Anderson risque soit de réduire le nombre des votes en faveur de Carter, soit de priver les deux candidats d'une majorité, auquel cas c'est la chambre des représentants (dominée par les démocrates) qui décidera en janvier.

On ne peut s'attendre à d'importants changements dans l'immédiat en ce qui concerne la politique extérieure. Après la période de recul consécutif à la défaite du Vietnam, la puissance croissante de l'URSS qui remet en cause les capacités d'hégémonie US, et le mouvement d'émancipation économique suscitent une politique beaucoup plus agressive qu'au cours des années 70. Quant à la politique intérieure, les remèdes draconiens proposés par un économiste tel que Milton Friedman prévoient des aides massives à l'économie et la suppression d'une partie appréciable du programme d'aide sociale, présentée comme responsable de l'inflation.

## Un mécanisme électoral peu démocratique

L'élection du président des Etats-Unis n'est pas directe, c'est-à-dire qu'on vote en fait pour des délégués qui siègent en décembre et votent selon leur mandat, ce qui est grave n'est pas le fait d'élire des délégués parce qu'ils sont obligés de voter pour les candidats qu'ils représentent. Ce qui donne le caractère non-démocratique à cette méthode c'est que chaque état est gagné ou perdu complètement. Il y a 538 personnes qui siègent à l'«electoral college», chacune représente le même nombre d'électeurs. Donc il faut 270 votes pour gagner. Mais si on perd un Etat par seulement quelques votes, on perd tous les votes de cet Etat. C'est ainsi qu'on dit qu'Anderson peut faciliter l'élection de Reagan, en prenant simplement plusieurs milliers de votes de Carter dans l'Etat de New York et au Texas, fort probablement, ce qui rapporterait à Reagan 66 votes, qui ajoutés à ceux des Etats qu'il va sûrement gagner, sont largement suffisants pour atteindre le seuil des 270 votes.

# «Il y a aujourd'hui un racisme d'Etat»

**Suite de la page 5**

▶ **Giscard a organisé récemment une «concertation» entre les diverses organisations concernées par le racisme, auxquelles vous avez participé. Vous avez par ailleurs rencontré le Garde des Sceaux Peyrefitte. Qu'est-il ressorti de ces rencontres ?**

Nos comités locaux sont allés à l'invitation des préfets, pour faire des propositions concrètes. A Paris, nous avons demandé que soient interdits les contrôles d'identité racistes ; la plupart des comités locaux ont des cas d'expulsions, ils ont demandé que soient arrêtées ces expulsions. On a eu une fin de non-recevoir qui prouvait bien qu'il s'agissait de montrer que le gouvernement voulait faire quelque chose contre le racisme.

A Peyrefitte, nous avons demandé de poursuivre et de faire appliquer la loi de 1972. Il nous a dit oui, mais c'est depuis 1972 qu'ils le disent ! On a jamais rien vu venir. Par exemple, le numéro de septembre de *Notre Europe* est sorti avec écrit : *«Organe de la FANE»*, alors que la FANE est dissoute. Ces numéros tombent complètement sous le coup de la loi. Autre exemple, *Jeune Nation* est une organisation qui s'est reconstituée sous le même sigle. Nous avons demandé, le jour de la reconstitution, au gouvernement d'intervenir, et rien n'a été fait.

Mais en plus, Peyrefitte tente de prendre prétexte de ce que nous lui demandons, pour protéger la société du racisme, pour faire avancer des projets répressifs qui finalement se retourneront contre nous. Ainsi, quand nous lui avons proposé certaines modifications à la loi de 1972, il nous a proposé d'intégrer ces amendements dans son projet «Sécurité et Liberté»...

▶ **Une série de révélations prouvent la présence d'éléments fascistes dans la police. Qu'en pensez-vous ?**

Nous avons beaucoup apprécié les positions des syndicats de la police, qui nous ont d'ailleurs souvent aidé, par exemple dans notre campagne contre les contrôles d'identité racistes. Sur le fond, on en revient à la définition du néo-fascisme : ce qui est inquiétant, ce n'est pas la masse des policiers, mais qu'il suffise de quelques policiers fascistes pour bloquer les enquêtes, donner des adresses aux racistes, détourner les pistes, etc. Le gouvernement porte là une responsabilité énorme. Par exemple, l'affaire Durand, c'est une bavure phénoménale : des responsables de la police ont donné à un néo-nazi notoire la garde du rabin Kaplan ! Donner la garde du chef de la communauté juive française à un type qui appelle à tuer les juifs ! Le haut-fonctionnaire qui a fait cela n'a pas été puni. Pour la justice, c'est pareil. A Bondy, des gens de la Fane ont été arrêtés et ont fait deux jours de garde à vue seulement alors qu'ils avaient commis le même délit, port d'arme prohibé, que les Arabes qui ont été pris dans une voiture avec des armes pour se défendre, et qui eux, ont fait trois mois de prison.

▶ **Face à tout cela, la riposte est nécessaire. Comment la concevez-vous aujourd'hui ?**

La riposte, c'est l'information et la mobilisation antiraciste. Il s'agit de réunir toutes les forces possibles, d'où qu'elles viennent, contre cette montée du fascisme. C'est ce qu'on a fait en appelant à la manifestation du 7, qui a eu un très grand retentissement, et nous lançons l'idée des états-généraux de la lutte contre la violence raciste et néo-nazie. Au point de départ, il s'agit dans chaque ville de contacter toutes les organisations politiques, syndicales, les associations juives, les associations d'immigré, les Eglises, etc, qui sont concernées par le racisme pour constituer des dossiers, faire des réunions de mobilisation, développer l'information. Ce sera donc décentralisé, avec cependant un aboutissement au plan central.

Toute notre action maintenant, c'est d'organiser la mobilisation antiraciste. Le MRAP recueille actuellement des centaines et des centaines d'adhésions, des comités locaux sont créés un peu partout. Cela montre que les gens veulent en faire plus contre le racisme, qu'ils ne sont pas prêts à accepter les assassinats et le terrorisme raciste. Nous ne nous faisons certes pas beaucoup d'illusion sur la volonté antiraciste du gouvernement, mais nous pensons qu'avec une forte pression des masses, il peut reculer. Il a reculé sur l'Afrique du Sud, ou encore sur les contrôles d'identité racistes. Il a été obligé de dissoudre la FANE. Il y a donc des possibilités d'avancées, qui sont évidemment liées à la mobilisation populaire.

**Directeur de publication :**
**R. Rodriguez**
**N° commission paritaire :**
**62 712**
Compte bancaire :
BNP 271 — 659 — 66
**Imprimerie IPCC (Paris)**

# Toinou... un cri authentique

C'est à croire que le début de notre siècle fut «écologique et sympa». Année du patrimoine oblige, chaque semaine et chaque mois nous apporte, inéluctablement son lot d'autobiographies populaires, d'interviews, de récits, où paysans, artisans, et plus rarement ouvriers, confient à un interlocuteur, journaliste ou sociologue, «une parole brute» que les reconstructions de la mémoire, les nécessités de la réécriture, les aléas de la composition et les exigences du marché nous livrent tamisée, triturée, dûment encadrée. Jusqu'alors totalement ignorée ou méprisée, la mémoire populaire est ainsi, bon gré mal gré, mise au service du vieux mythe qu'on croyait éculé de «la belle époque», du temps où les choses devaient être si simples, les valeurs si sûres et la pauvreté elle-même, si supportables. Confisquée à ceux qui la produisent, la parole du peuple entre à son tour dans le grand cycle de la marchandise. Il ne suffisait pas de vendre sa force de travail. Il faut aussi vendre sa mémoire.

## Un regard sur une enfance

S'il faut lire le récit d'Antoine Sylvère : *Toinou, le cri d'un enfant auvergnat*, c'est que d'emblée, il apparaît qu'il y a là une matière et une voix qui se moquent bien des modes fugaces et des intérêts passagers, et qu'il sera bien difficile de récupérer. Antoine Sylvère jette sur l'univers de son enfance un regard que la nostalgie, l'oubli ou les nécessités de l'écriture n'altèrent pas.

Né en 1888, dans la région d'Ambert (Puy-de Dôme), d'une famille de pauvres métayers endettés qui demeurera bientôt sans terre, Toinou se débat très tôt dans un monde implacable et clos où régnent, sans-partage, l'injustice, la violence et la misère absolue. Seules bouffées de tendresse, celles qui viennent de ses grands-parents, de Duret, le petit domestique, de la Marinou, de ses compagnons de jeu Pudorgne et le Puissant, et du Pantomin, l'ouvrier de l'usine à gaz, personnage lucide et redresseur de tort à l'occasion. Elève des écoles religieuses, le voilà à la merci de bonnes sœurs sadiques et bornées, de curés imbéciles, qui ne parviennent pas, malgré-tout, à étouffer en lui le désir d'apprendre. Placé en usine dès l'âge de treize ans, il s'enfuit, révolté par la mort «accidentelle» de ses deux amis, non sans avoir auparavant touché quelques faux mandats. Il gagne la Tunisie, s'engage dans la légion, puis entreprend son ascension sociale. Il devient instituteur, ingénieur, milite pour l'Espagne républicaine et s'engage dans les FTP.

Sans doute pourrait-on trouver quelque chose d'édifiant dans la trajectoire de Toinou. «Parti de rien, il se fait tout seul». Envers et contre tout, il parvient à conserver en lui une volonté farouche d'apprendre. Cela, seul, suffirait à lui ménager une place dans la maigre cohorte de ceux que la bourgeoisie se plaît à exhiber. Mais, par-delà l'anecdote, le récit d'Antoine Sylvère constitue le plus sombre, et le plus lucide, constat sociologique sur le dénuement des campagnes françaises à la fin du siècle dernier. Monde clos et figé, l'univers de Toinou est celui de la détresse totale, de l'exploitation maximum, de la violence entre les classes, de la violence entre les êtres.

## Chacun à sa place

Monde clos que l'on ne quitte guère que pour l'armée, si l'on est un homme, le bordel, si l'on est une femme, les assises, si l'on est un assassin, c'est également un monde immobile où chacun se tient à sa place qu'il ne conteste pas.

Retranché dans les villes, dans les quartiers où l'on ne va que rarement, les riches apparaissent peu. Silhouettes furtives ou méprisants, on les envie, mais ils sont hors-d'atteinte : *«On chercherait vainement dans les annales de la ville d'Ambert consacrée à la bourgeoisie locale de l'époque, une activité autre que celle de consommer. Tout le monde comprenait que c'était bien là une tâche essentielle de cette partie de la population».* Tout au plus les cotoie-t-on, sans s'y mêler, sur les bancs des écoles où leur sont réservés les meilleurs maîtres et attribués les meilleurs résultats.

Plus proches, les commerçants, les marchands, et les propriétaires surtout du partage rencontre à l'époque du partage : *«Pendant toute l'année mes parents devaient travailler du petit jour jusqu'à la nuit tombée... Ils tiraient de ce travail du lait, des pommes de terre et beaucoup d'autres produits. Quand tout était rentré ou vendu, on partageait avec le patron».*

*Là-bas, dans les mines, les aciéries et les manufactures, le mouvement ouvrier prend son essor*

Enfin, mêlés aux paysans, aux ouvriers, la multitude des infirmes, des mendiants, la terrifiante image de la misère suprême qui guette chacun. *«D'année en année, grâce aux machines meurtrières introduites dans les usines et dans les ateliers, l'accident du travail devenait le fournisseur essentiel des déchets humains circulant par les chemins. Aucune loi n'avait encore décidé que la responsabilité patronale était engagée par ces accidents».*

## Une misère absolue

Rouage essentiel du système social, l'Eglise et l'école des frères. On y prodigue peu de connaissances et beaucoup d'humiliations. L'enseignement s'y réduit au rabâchage de quelques principes destinés à ancrer au cœur des pauvres la crainte et la soumission : *«Cette éducation nous préparait heureusement à la vie de bête de somme que menait nos parents».*

A la violence sociale correspond, bien entendu, la violence entre les êtres. Peu de tendresse autour de Toinou. Il comprend très tôt qu'il est seul : *«J'avoue avec tristesse que les sentiments éprouvés pour mon père et ma mère, tant que dura mon enfance, ne mérite pas le terme, cependant très large, d'affection... Ils aimaient leur petit comme ils pouvaient, avec une tendresse malhabile constamment refoulée par le travail et les peines».* Bête de somme, la femme est soumise au bon vouloir de l'homme : viols et brutalités constituent son lot le plus courant. L'infanticide est fréquent. Parfois, la révolte trop longtemps comprimée s'affole, tourne en rond et éclate en meurtre fou. A moins que le suicide apparaisse à certains comme la seule issue.

Là-bas, dans les mines, les aciéries et les manufactures, le mouvement ouvrier prend son essor. *«Nous allons devenir une force dont il faudra tenir compte»*, affirme le Pantomin. En attendant, unique espoir d'échapper à la faim, au travail harassant, la connaissance apparaît comme le bien suprême qu'il faut dérober et s'approprier.

*Toinou* constitue sans doute l'un des témoignages les plus saisissants de cette misère absolue que seule, celle du tiers-monde, permet aujourd'hui d'imaginer. La justesse du trait, la finesse de la langue soutiennent sans défaillance un propos qu'aucune passion ne vient édulcorer, mais dont la violence se dissimule derrière l'humour et l'ironie. Souvenez-vous : *«En ce temps-là, la France était le plus riche pays de la terre. Elle produisait trop de vin, trop de blé. Par milliards, les banques pompaient un excédent de ressources qu'elles dispersaient dans toute l'Europe et par delà le océans.... le demi monde brillait du feu des perles et des diamants. C'était l'heureux 1900, la belle époque».*

**Alain PARIS**

*Toinou, le cri d'un enfant auvergnat*, Antoine Sylvère, collection Terre Humaine, Edition Plon, 398 pages.

# Enigme sur *A2* : «Les nouveaux seigneurs»

Le cinéaste Jean Renoir vous explique que la puissance ne réside plus dans l'argent, mais dans l'organisation, qui se révèlera un tyran pire encore. Monsieur Barba 44, polytechnicien et chef d'entreprises, estime naturellement que le pouvoir du manager est justifié par leur talent. Edmond Maire s'interroge sur les possibilités qu'a la base de contrôler l'appareil syndical. Annie Kriegel analyse la promotion qu'offre à certains ouvriers la carrière de permanent du PCF. Alexandre Sanguinetti accuse le gaullisme chiraquien de fonctionner selon le principe : *«Le militant procède du secrétariat, et non le secrétariat du militant».* Paul Quilès tente de minimiser le poids des énarques au Parti Socialiste. Poniatowski disserte sur l'opposition, fondamentale à ses yeux, entre 2 millions et demi de fonctionnaires et 20 millions de *«créateurs»*. M. Claude Cheysson, polytechnicien, normalien supérieur, énarque, conclut en vous indiquant que, face à la massification moderne, le recours est dans la famille.

De quoi s'agit-il ? Si vous avez deviné qu'il s'agit d'une émission sur la technocratie (ou la bureaucratie ? Au fait, on ne sait trop), vous avez gagné une entrée gratuite pour le prochain SICOB.

En vérité, le fil direct en existe. Il est fourni par l'interview de l'Américain Galbraith : la *«technostructure»* aurait remplacé le patronat. Ce qui peut se défendre si l'on retient l'idée d'une évolution interne au capitalisme, qui a liquidé le patronat style XIX[e] siècle. Naturellement, Galbraith n'en reste pas là, et enterre également joyeusement le marxisme : désormais, l'opposition capital-travail aurait laissé place à une multipolarité des centres de pouvoir, parmi lesquels on situe aussi bien les agriculteurs que les intellectuels, les fonctionnaires que les syndicats, les managers que les artistes. Deuxième idée : l'organisation moderne, hypercentralisée, froide et bureaucratique, est un monstre qui ne distingue pas entre les régimes sociaux, capitalistes ou socialistes. Bref, en prenant appui sur l'évolution interne au capitalisme, on liquide la lutte des classes.

Cela au prix d'un survol où syndicats, appareils d'Etat, entreprises, partis, sont allègrement fourrés dans le même sac. Idée qu'Annie Kriegel et Edmond Maire ont cependant contrebattu en rappelant que l'opposition n'est pas le pouvoir, et que les travailleurs ne sont pas à la barre. Pourtant, on aurait aimé savoir, par exemple, avec quelques précisions, depuis quand et comment les anciens de l'ENA ont colonisé l'appareil d'Etat et celui de certains partis, quelle place exacte les polytechniciens occupent dans l'industrie privée... A trop vouloir généraliser, Henri Glaeser et Marc Paillet se sont interdits de nous fournir ces précisions, ils ont brouillé les pistes.

On s'interrogera quand même sur la fonction d'une telle émission, axée sur l'idée que le capitalisme n'est plus le danger de l'heure, à un moment où la seule réussite de l'inamovible premier ministre de Giscard, le seul mérite qui justifie son maintien aux affaires, a été, en quatre ans, d'avoir restauré le profit des entreprises : qui nous dirige ? Pour quels intérêts ? Ou plutôt : où est le mystère ?

**Martin RABATEL**

# Nouvelles orientations et travail de masse

## Interview du Secrétariat de la Fédération de Paris du PCRml

**Dans ce numéro et dans les prochains, nous discuterons, à partir de l'expérience de telle ou telle fédération du PCR, certaines questions ayant trait à la mise en œuvre des nouvelles orientations du PCR (cf. *PLS* d'été).**

**Nous commençons par une interview du secrétariat de la fédération de Paris.**

▶ **Aujourd'hui, le PCR accorde une importance beaucoup plus grande qu'auparavant au travail en direction des militants des institutions : partis de gauche et organisations syndicales. Comment interpréter ce changement d'attitude ? Comme la sanction d'un échec ?**

Il s'agit pour nous de prendre en compte l'évolution de la situation politique en France et, en fonction de cela, nous insérer pleinement dans le champ politique français.

La situation politique est fortement marquée par l'échec et les suites de l'échec de l'Union de la gauche en 1978.

L'Union de la gauche a représenté un espoir, celui d'en finir avec la domination de la droite, même si, à l'intérieur de cet espoir, se retrouvaient des organisations diverses : accord franc et enthousiaste pour certains, accord assorti de questions sur l'avenir en cas de victoire électorale, passivité en attendant cette victoire électorale pour beaucoup de gens de gauche.

La disparition à court terme de cette perspective provoque un changement important. La cassure entre les différentes composantes de l'Union de la gauche s'est accentuée, les divisions syndicales font aujourd'hui beaucoup de mal et empêchent un réel développement des luttes.

Cela au moment même où la bourgeoisie, le gouvernement, redoublent leurs attaques : chômage, conditions de vie et de travail, pouvoir d'achat, libertés démocratiques. Cette situation provoque en particulier deux effets : le niveau insuffisant des luttes, leur manque de perspectives et de débouchés, et une crise importante dans les organisations de gauche.

Cela entraîne des conséquences pour nous : nous ne pouvons pas compter pour la construction d'un parti révolutionnaire uniquement ou principalement sur le développement des luttes.

Dans le même temps, la crise dans les organisations de gauche nous amène à envisager différemment nos rapports avec elles.

Il ne s'agit pas de chercher à constituer une force révolutionnaire indépendamment, en dehors des réalités de ces organisations mais bien d'entrer dans le débat qui se mène à l'intérieur comme à l'extérieur de ces organisations. Il s'agit d'envisager avec leurs militants des actions communes sur différentes questions pour dépasser les divisions existantes, donner des perspectives et des ambitions nouvelles à ceux qui se reconnaissent dans la gauche mais pas dans les querelles partisanes qui portent souvent à notre sens sur de mauvaises questions, à ceux qui ont du mal à se retrouver aujourd'hui dans les propositions du PCF et du PS.

Pour nous, il n'est évidemment pas question de militer pour une reconstruction du programme commun et une union de la gauche identique à celle qui a déjà montré son inefficacité à vaincre, à mobiliser l'ensemble des forces de gauche et d'extrême gauche. Il s'agit bien de remobiliser sur un projet nouveau adapté à la réalité sociale et politique d'aujourd'hui et dépassant les problématiques de chacun des partis de gauche.

Dans cette perspective, il faut tenir compte des partis existants, mais il ne peut s'agir de compter avant tout sur leur transformation, de s'en remettre à eux. Il est nécessaire de poursuivre la construction d'un parti révolutionnaire en intégrant les données nouvelles et nous pensons que pour cela les acquis de plusieurs années d'expérience du PCR sont un élément très important.

Nous ne posons donc absolument pas ces problèmes en termes de suivre une autre route en raison d'un échec antérieur mais bien de faire fusionner notre expérience, nos acquis, avec une transformation importante de la situation.

Nous devons être capables de nous inscrire pleinement dans le champ politique et dans ce qui est appelé l'échiquier politique. Dans ce sens, la transformation de nos rapports avec les organisations de gauche et leurs militants ne suffit pas. Nous devons, pour apparaître comme une force politique nouvelle, novatrice, répondre aux attaques contre le marxisme, le socialisme, et pour cela examiner dans notre doctrine, sur la base de notre propre expérience, ce qui correspond ou non à la réalité sociale française et aux possibilités de sa transformation, ce qui doit être retenu ou non dans l'expérience historique du mouvement ouvrier international. Là aussi, même s'il y a besoin de faire un tri à l'intérieur de la doctrine, à l'intérieur de ce qui a pu apparaître comme développement de cette doctrine, il ne nous semble pas, comme c'est la mode aujourd'hui, devoir repartir à zéro sur la base d'un prétendu échec du marxisme.

▶ **Jusqu'à maintenant, le PCR s'est défini comme un parti pour l'action pensant son édification à travers une intervention active dans les luttes sociales, et notamment les luttes de la classe ouvrière.**

**Ne peut-on pas craindre que les nouvelles orientations ne signifient au bout du compte un repli sur un débat politique mené avec une frange restreinte de militants des organisations de gauche, et ce au détriment d'une insertion dans le mouvement social ?**

La question ne se pose pas en ces termes. Il est vital, impératif, pour un parti comme le nôtre de toujours penser son travail en fonction de l'intervention dans la réalité. C'est un acquis fondamental de notre parti. Le problème que nous nous posons, c'est de dépasser le stade de l'intervention par des actions justes, tout à fait fondées du point de vue de la situation, mais dont le caractère limité du point de vue de l'ampleur ne suffit pas pour peser vraiment sur la réalité. Prenons par exemple la situation des masses populaires : nous pensons qu'il faut parvenir à dépasser le niveau de la dénonciation, y compris au moyen d'actions comme nous-mêmes en avons déjà entreprises, pour parvenir à lutter efficacement contre la crise, faire effectivement reculer la bourgeoisie. Pour cela, nous pensons qu'il faut sensiblement élargir la base, définir des perspectives larges de regroupement des différentes forces qui se posent les mêmes problèmes dans les mêmes termes. Dans les partis de gauche, dans les centrales syndicales, dans les associations, il existe des courants, des composantes, des organisations, des militants qui sont sensibles à ces questions, qui se posent les mêmes problèmes. Nous pensons qu'il faut œuvrer au regroupement avec eux. Il ne s'agit donc en aucune manière d'abandonner l'intervention dans la réalité des luttes mais de la penser différemment, en cherchant à contribuer au regroupement le plus large possible des forces pour porter les actions, les initiatives, les luttes. Le souci qui nous guide dans cette démarche, c'est de parvenir, avec d'autres forces, à peser réellement dans la situation, à contribuer à transformer effectivement la réalité.

Ce qu'il faut avoir en vue, c'est que le développement d'actions de masse est étroitement lié à une certaine clarification politique, mais qu'il n'y a pas deux temps : l'un pour la clarification l'autre pour l'action. Il y a au contraire une interaction des deux.

Tout en poursuivant notre réflexion politique, pour être en mesure de fournir des débouchés aux questions, aux remises en cause présentes dans les organisations de gauche et hors d'elles, nous devons favoriser par des initiatives audacieuses des rassemblements de ces forces sur des problèmes divers concernent à la fois les réponses aux attaques de Giscard-Barre, des réponses au climat ouvert par la cassure de la gauche et des réponses aux dangers que fait courir le développement de la situation internationale.

▶ **Cela signifie sans doute un travail de masse et des types de mobilisation différents de ceux qui étaient engagés auparavant. Peux-tu être plus précis sur ce point, à partir de l'expérience qui est la vôtre ?**

Nous entendons agir en effet de façon différente qu'auparavant. le type de mobilisation de masse que nous cherchons à éffectuer vise à concerner le plus largement possible des militants des organisations de gauche dont nous avons parlé.

Il faut sortir de la mobilisation ou de l'action symbolique où nos positions politiques apparaissent nettement mais concernent peu de monde.

Le murissement dans les organisations de gauche des questions posées par le mouvement social, la situation politique intérieure ou la situation internationale rend possible une intervention nouvelle.

Prenons des exemples.

Au moment où les troupes soviétiques envahissent massivement l'Afghanistan, que faut-il faire pour être efficace ?

Chaque fois qu'un événement international ou national se produit, la Fédération de Paris est confrontée à ce problème : Que faire pour être efficace, pour dépasser le meeting symbolique de témoignage ?

Nous avons organisé avec d'autres un premier meeting marxiste-léniniste à la salle B de la Mutualité où nous avons exposé les positions marxistes-léninistes. Cela a été utile sans aucun doute, car personne ne l'avait fait. Mais nous n'avons pas l'impression à la fin de ce meeting d'avoir réellement mobilisé avec des perspectives claires et mobilisatrices les Parisiens qui voulaient agir contre cette intervention.

Plus tard, nous avons participé très activement à la réalisation politique comme à la mobilisation des «6 heures pour l'Afghanistan». Nous avons travaillé avec des militants de divers horizons politiques de la gauche. L'appréciation des raisons de l'intervention soviétique en Afghanistan était différente, l'appréciation de ce qu'est et ce que fait aujourd'hui l'URSS dans le monde était différente, les motivations politiques de la participation aux «6 heures» pouvaient être aussi différentes. Pourtant des points de vue ont pu se rapprocher. Les «6 heures» ont été un succès incontestable mobilisant une fraction significative de la gauche à Paris. les «6 heures» ont donné suite à des initiatives identiques en province et à la constitution de comités prenant en charge la lutte contre l'intervention soviétique.

Cette démarche-là est efficace dans la mesure où elle permet de déboucher sur des initiatives d'ampleur et où elle met en contact et en mouvement sur une question particulière des forces de gauche différentes, tout en nous laissant les moyens de développer et faire partager certains de nos points de vue.

Un autre exemple d'ampleur différente aujourd'hui mais cherchant à entreprendre le même type de démarche : la mobilisation à laquelle nous participons contre le chômage, pour l'emploi à Paris.

Nous participons depuis 1979 à quelques comités locaux qui cherchent à briser l'isolement des chômeurs, à mobiliser contre les fermetures d'usines comme celle de la SOPAD dans le 19e et à participer aux luttes des travailleurs horsstatuts.

Dans un premier temps, les comités ont surtout cherché à mobiliser, outre les travailleurs confrontés à ces questions, des habitants des différentes organisations ou des militants syndicaux d'entreprises ou d'Union locale. Ces comités ont obtenu quelques succès dans ce sens, mais ils étaient pour l'essentiel coupés des militants du PCF, du PS, de la CGT et des structures plus importantes de la CFDT. C'était non seulement une limite importante, mais surtout une barrière pratiquement infranchissable dans la période actuelle qui les coupait des possibilités d'une mobilisation large, offensive, réellement efficace donc en mesure d'obtenir des succès dans cette bataille difficile.

Les militants de notre fédération étaient partie prenante de cette façon de travailler. Mais ils cherchent aujourd'hui à élargir le travail de ces comités aux forces de gauche sans pour autant compromettre les acquis et l'indépendance de réflexion de ce mouvement.

Des assises pour l'emploi se sont tenues en juin auxquelles ont participé plusieurs responsables de l'UD CFDT de Paris, un certain nombre de militants de la CGT et du PCF, des conseillers municipaux de gauche. L'invitation avait été lancée par les comités au PS, à l'UD CGT comme à la fédération du PCF, les lettres d'invitation ont été remises aux militants du PCF et de la CGT présents et étonnés de ne pas trouver ici les représentants parisiens de leurs organisations.

Dans une bataille d'ampleur comme celle du chômage il est bien évident qu'il faut rechercher tous les moyens pour dépasser le sectarisme et travailler avec tous ceux qui veulent lutter, nous cherchons à dépasser les a-priori idéologiques et politiques qui entravent gravement cette lutte, sans pour autant taire notre point de vue ou dissimuler notre présence.